

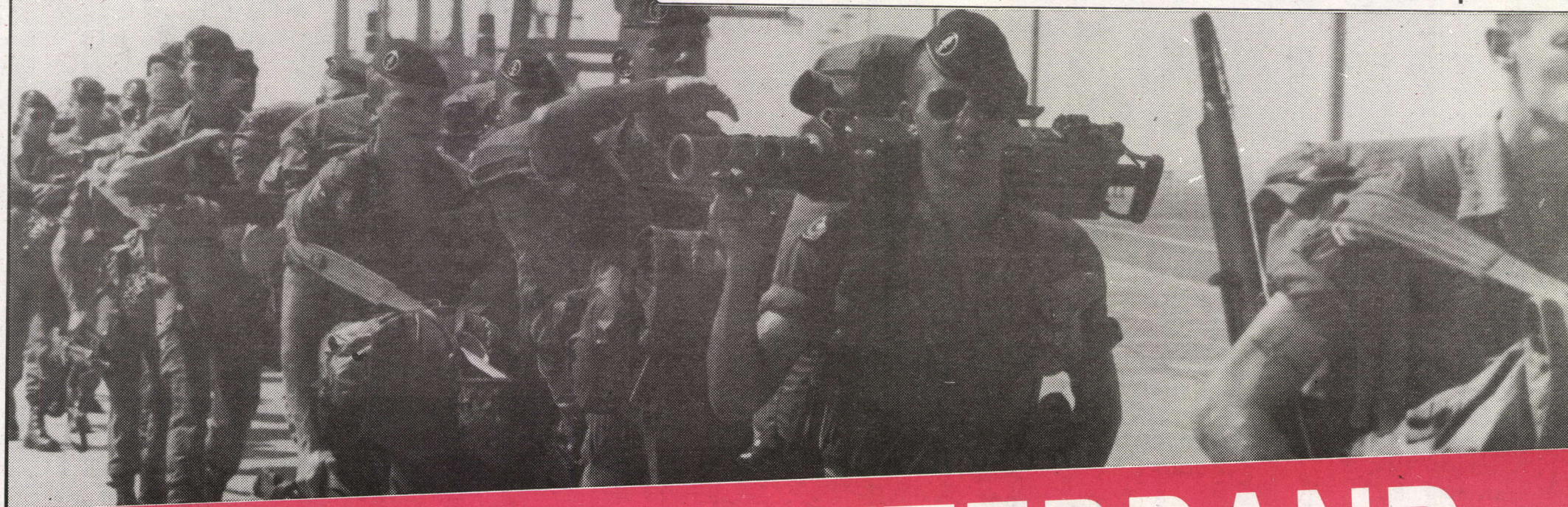
M 6189 - 1164 - 8,00 F



AFP

Lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 164 - 12 octobre 1990 - prix : 8 F



**BUSH ET MITTERRAND
PRÉPARENT LA GUERRE,
ISRAËL LA FAIT DÉJÀ**



AFP

LA TUERIE DE JÉRUSALEM

BUSH ET MITTERRAND PRÉPARENT LA GUERRE, ISRAËL LA FAIT DÉJÀ

Vingt et un Palestiniens tués, plus d'une centaine d'autres gravement blessés : voilà le bilan de la tuerie du 8 octobre au cours de laquelle, à Jérusalem, la police israélienne a ouvert le feu sur des manifestants arabes.

Les Bush, les Mitterrand et les autres dirigeants occidentaux, et même le gouvernement israélien ont protesté, bien sûr. Mais en réalité, ils déplorent bien moins les morts que le fait que ce massacre dévoile l'hypocrisie de la croisade déclenchée depuis plus de deux mois dans le Golfe en réponse à l'occupation du Koweït par l'Irak.

Cela fait plus de quarante ans en effet que les droits du peuple palestinien sont foulés aux pieds. Les guerres et les occupations successives de territoires arabes par l'armée israélienne n'ont donné lieu qu'à des résolutions de l'ONU jamais appliquées. Depuis trois ans, les gouvernements occidentaux assistent sans broncher à la répression du soulèvement des Palestiniens des territoires occupés, en se contentant de vagues protestations et de quelques promesses lorsque la violence de l'armée israélienne devient trop voyante.

Il en sera évidemment de même cette fois-ci car il n'est pas question, pour les dirigeants américains notamment, d'empêcher d'agir le gouvernement israélien. Mais il a suffi que l'Irak, en s'en prenant au Koweït et à ses puits de pétrole, touche les intérêts financiers occidentaux, pour que les dirigeants impérialistes mobilisent toute une armada dans le Golfe.

Alors, les dirigeants impérialistes ont beau dire qu'il n'y a pas de lien entre les événements de Jérusalem et l'affaire du Golfe, chacun voit que les deux sont étroitement liés.

Ils sont liés parce que le problème palestinien, d'une part, celui du Koweït, d'autre part, ne sont que deux aspects de la présence impérialiste au Moyen-Orient et de son mépris total des peuples. Les dirigeants impérialistes ont protégé

Israël et sa politique de conquête parce que c'est un allié fidèle contre les peuples du Moyen-Orient, qui les a aidés à perpétuer leur présence et leur mainmise sur les richesses du Moyen-Orient ; et ils voudraient empêcher la conquête du Koweït par l'Irak parce que le tracé des frontières de cet émirat – et des autres – est un moyen pour eux de garder le contrôle des richesses pétrolières et de les mettre hors d'atteinte des populations misérables de la région.

C'est bien pourquoi les deux problèmes sont liés aussi, et à juste raison, dans la conscience de la majorité de la population arabe qui se rend bien compte de toute cette oppression qu'elle subit. Cela peut avoir incité d'ailleurs les Palestiniens à manifester à Jérusalem, de même que la mobilisation des armées impérialistes dans le Golfe peut avoir incité l'extrême-droite d'Israël et une partie de sa police à penser que le moment était venu, face aux Arabes palestiniens, de "tirer dans le tas".

Alors le "droit international" que brandissent les dirigeants impérialistes pour justifier leur croisade contre l'Irak, ce n'est que le droit du plus fort, leur droit à mettre la main sur les richesses de la planète, le droit qu'ils s'arrogent d'appliquer trente-six poids et trente-six mesures en fonction de leurs seuls intérêts et au mépris du "droit des peuples" qu'ils ont le culot d'évoquer.

Et ce qui les gêne dans l'affaire de Jérusalem, c'est sans doute qu'elle témoigne que des réactions sont possibles parmi les peuples arabes, et le seraient encore plus si les armées impérialistes tentaient d'attaquer l'Irak. En cherchant à déclencher la guerre pour garder à tout prix l'émirat du Koweït sous son contrôle, c'est alors dans l'ensemble du monde arabe que l'impérialisme pourrait voir sa présence mise en cause.

Mais ce qui les gêne sans doute encore plus, c'est que la tuerie du 8

octobre rend toute leur tromperie trop visible, y compris aux yeux de l'opinion publique de leurs propres pays.

Depuis deux mois, une offensive est engagée pour tenter de convaincre celle-ci, d'abord aux Etats-Unis mais aussi en France et dans les autres pays occidentaux, qu'il faut aller se battre dans le Golfe, sous prétexte de combattre la dictature de Saddam Hussein. Mais la tuerie de Jérusalem vient rappeler que les dirigeants impérialistes se moquent bien de la dictature lorsque celle-ci est du côté de leurs intérêts, que ce soit celle de l'armée israélienne ou celle de potentats comme l'émir du Koweït ou le roi d'Arabie. Et elle ravive certainement, chez les dirigeants impérialistes, la crainte que leur propre peuple et notamment le peuple américain ne se laisse pas entraîner dans une nouvelle aventure qui rappelle trop celle du Vietnam.

Car l'image que donne aujourd'hui l'armée israélienne à Jérusalem, c'est celle que donneraient demain les armées américaines, françaises ou autres, si la guerre était vraiment déclenchée dans le Golfe : l'image de toutes les guerres coloniales, de tous ces massacres perpétrés pour tenter de maintenir coûte que coûte des peuples sous une oppression intenable.

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

Les non-événements de Rocard

REMUE- MÉNAGE MINISTÉRIEL

Il s'est produit, la semaine dernière, un remaniement ministériel. Si, on vous l'assure, c'est bien vrai !

Il y a eu des ministres qui ont changé de fauteuil, tel Nallet qui passe de l'Agriculture à la Justice ; d'autres qui sont promus tel Lalonde qui, à force de brasser de l'air, a gagné du galon. Il y a Mermaz qui arrive pour occuper la place peu confortable en ce moment de ministre de l'Agriculture, etc. etc.

Tout ce petit remue-ménage serait totalement, et fort justement, passé inaperçu s'il n'y avait eu le départ tapageur d'Edith Cresson et l'arrivée amplement commentée du bariste Bruno Durieux.

La première, qui s'occupait, en tant que ministre des Affaires européennes, de défendre les intérêts privés des milieux d'affaires français, a abandonné son portefeuille pour, quasi immédiatement, se retrouver PDG d'une filiale du groupe industriel et financier Schneider. C'est une pratique fréquente parmi les hauts cadres, qui changent d'entreprise pour assurer leur promotion personnelle. La bouillante Edith n'a rien fait d'autre, en illustrant le fait qu'il n'y a pas d'opposition entre le service de l'Etat et le secteur privé. C'est bien connu, c'est la même maison.

Le second, Bruno Durieux, nommé ministre délégué auprès du ministre de la Solidarité et de la Promotion sociale, plus spécialement chargé de la santé, est un homme qui s'affiche nettement à droite. Il a même été l'un des signataires d'une proposition de loi qui visait à restreindre l'usage de la pilule abortive RU 486. C'est là un de ses titres qui, sans doute, le qualifie en matière de santé, et... de liberté. Mais là non plus il ne faudrait y voir un événement, encore moins un tournant. Entre ce gouvernement que, par habitude et par abus de langage on qualifie de gauche, et les hommes de la droite - et leur politique - il n'y a vraiment pas de frontière. C'est presque, là encore, sinon la même maison, du moins la même famille.

Jean-Pierre VIAL

Contre
les préparatifs de guerre,
pour le retrait immédiat
des troupes occidentales du Moyen-Orient

MANIFESTATION LE 20 OCTOBRE À PARIS

Le 29 septembre dernier dans les rues de Paris.



Les troupes impérialistes, dont celles de l'impérialisme français, sont toujours présentes dans le Golfe. De la menace à la guerre ouverte, il peut n'y avoir qu'un pas qui peut être vite franchi.

Il faut que les travailleurs, les jeunes, tous ceux qui refusent cette politique belliqueuse se fassent entendre, et que cette protestation s'amplifie pour dire que cette guerre qui se prépare n'est pas la leur, et qu'ils ne veulent pas la faire, ni la payer. Car c'est la guerre des riches

contre les pauvres, des capitalistes contre les peuples.

Le 20 octobre doivent avoir lieu des manifestations dans un certain nombre de villes aux Etats-Unis.

A l'appel d'un certain nombre de per-

sonnalités, et de nombreuses organisations, dont la LCR, le PCI, le PCF, les Jeunesses Communistes, la CGT, la Fédération anarchiste et d'autres, une manifestation est organisée samedi 20 octobre, à Paris, à 14 heures. Elle partira de la place de la République.

Lutte Ouvrière appelle à cette manifestation, pour que tous ceux qui n'acceptent pas cette logique de guerre qui est une logique de brigands le crient dans les rues de Paris.

USA

DÉFICIT BUDGÉTAIRE... TOUJOURS AU PROFIT DES MÊMES

L'Etat américain en cessation de paiement, une partie des fonctionnaires risquant d'être mis à pied : voilà ce qu'on a appris le vendredi 5 octobre, avant que, dans la nuit du lundi au mardi suivant, un vote du Congrès réouvre provisoirement les cordons de la bourse ; dix jours de prolongation ont été votés après quoi le même scénario se reproduira si, d'ici là, le Congrès et le gouvernement ne sont pas parvenus à un accord sur le budget 1991.

La guéguerre que se mènent depuis quelques mois déjà le gouvernement Bush et le Congrès autour de ce budget, qui aurait dû entrer en vigueur au 1^{er} octobre mais n'est toujours pas adopté, a surtout tout pour enjeu réel les élections du 6 novembre prochain, au cours desquelles sera renouvelée une partie des parlementaires. Mais le problème du déficit budgétaire

annuel des USA, qui ne cesse de croître depuis six ans, et l'endettement colossal de l'Etat américain qui s'en suit, n'en sont pas moins des problèmes très réels.

Le compromis passé dans la nuit du 8 au 9 octobre prévoirait une réduction de 500 milliards de dollars sur cinq ans du déficit américain : une réduction échelonnée du déficit est programmée en principe depuis des années, mais on en vote chaque année le début d'application à... l'année suivante. 1991 ne fera pas exception à la règle ; pour cette année 1991 proprement dite parlementaires et gouvernement se sont mis d'accord pour prévoir un déficit de 250 milliards de dollars (1 300 milliards de francs) au lieu des 293 milliards de dollars initialement prévus. Ce déficit battrait largement le précédent record, le déficit de l'année 1986 qui n'était "que" de 220 milliards. Sans parler du

"trou" supplémentaire que pourraient faire les dépenses dues à l'intervention militaire dans le Golfe !

La seule querelle, qui est encore pleine de rebondissements possibles, porte sur la question de savoir sur quel chapitre faire ces 40 milliards d'économies.

Puisqu'il le faut, Bush serait prêt à revenir sur l'un des nouveaux cadeaux, à savoir une réduction importante des impôts sur les bénéfices, qu'il avait fait miroiter aux patrons et qui apparaissait comme l'une de ses promesses électorales, à condition qu'on en laisse quelques autres. Moyennant quoi, plus près du peuple, les parlementaires démocrates seraient prêts à mettre dans la corbeille de mariée... le portemonnaie du contribuable.

C'est ce qu'on appelle y mettre chacun du sien. Les recettes ressemblent comme des sœurs à celles de Rocard-Bérégovoy : à

défaut de réduction d'impôts sur les bénéfices trop voyante, quelques autres douceurs non négligeables pour le patronat sont prévues au menu, comme un fonds de 100 millions de dollars prévu pour la création de zones d'entreprises dans les villes déshéritées, et quelques déductions fiscales pour les entreprises qui investiraient dans des régions de fort chômage : reste seulement aux entreprises qui veulent bénéficier à trouver une raison ou une autre d'affirmer que leurs nouveaux investissements sont pour le bien de la population.

Côté augmentation des recettes, une taxe supplémentaire de 10 % envisagée sur les objets dits de luxe ne touchera peut-être que les plus favorisés, mais rapportera peu ; plus gros serait le rapport des nouvelles taxes envisagées touchant la grande masse des Américains, à commencer par l'augmentation de la

taxe sur l'essence, les tabacs, et la bière. Et puis, côté réduction des dépenses, les accrochages ne portent plus que sur les modalités et l'ampleur des réductions des programmes sociaux, notamment des prestations sociales aux plus démunis, et des retraites.

Et surtout il ne faut pas oublier que le plus gros des cadeaux fait aux patrons américains, c'est le déficit de l'Etat lui-même : ce déficit qui est en partie dû, par exemple, cette année au renflouement par l'Etat des Caisses d'Epargnes mises en faillites par les opérations spéculatives dans lesquelles elles s'étaient lancées ces dernières années, et par les prêts à fonds perdus aux industriels amis des administrateurs des Caisses.

Car même dans la patrie par excellence de la libre entreprise, celle-ci ne prospère qu'avec l'aide permanente de l'Etat.

Olivier BELIN

Fahd l'a trouvée saumâtre

Mitterrand, premier de tous les chefs d'Etat paraît-il, est allé dans le Golfe faire sa tournée des popotes, pour saluer et complimenter l'armée française qui s'y trouve. Et par la même occasion il a rendu visite au roi Fahd d'Arabie.

Il paraît que cet homme était fâché des paroles de Mitterrand à la tribune de l'ONU, qui avait insinué que, si on remettait l'émir du Koweït sur son trône, il faudrait faire un régime «plus démocratique». On se demande bien pourquoi le roi Fahd, monarque absolu d'un des régimes les plus réactionnaires du monde, dont le territoire héberge en ce moment les armées de tout l'Occident dit «démocratique», s'est senti visé par ces paroles. Il aurait manifesté son aigreur au président français.

Heureusement, Mitterrand aurait su trouver les paroles apaisantes pour tout arranger et, sans doute, pour expliquer à Fahd qu'il avait dit ça pour rire...

On n'allait tout de même pas se fâcher, pour quelques fahdaïses du président !



Les perles du Golfe

Les otages irakiens de la France

Une circulaire ministérielle envoyée aux universités vient d'interdire toute inscription d'étudiants irakiens. Ceux qui seraient déjà inscrits en faculté seraient remboursés et leur inscription rejetée.

Pour beaucoup d'entre eux, cela signifie se retrouver en situation irrégulière et donc risquer d'être expulsés du jour au lendemain.

Ceux qui ont le statut de réfugiés politiques sont seuls autorisés à s'inscrire. Seulement voilà, comme Saddam Hussein était jusqu'à ces der-

niers mois l'ami de la France, ce statut n'était accordé qu'au compte-gouttes.

Le gouvernement français sait très bien que ces étudiants sont en grande majorité des opposants au régime irakien. Alors, pourquoi cette mesure ?

Un simple geste réactionnaire, ou une prise d'otages irakiens que le gouvernement pourrait utiliser à son gré dans une négociation pour le règlement de la crise du Golfe ?

La blonde du guerrier

Philip Morris va fournir gratuitement en cigarettes les troupes engagées dans l'opération «bouclier du désert». Belle initiative. Pour les marines et autres légionnaires envoyés en Arabie saoudite, les consignes ne sont en effet

pas drôles. Afin d'éviter toute difficulté avec les autorités saoudiennes, ils ne doivent ni toucher une goutte d'alcool, ni tenter de s'approcher des Saoudiennes, sans même parler de soulever leur voile. Et dire que ça peut durer des

mois, à lorgner l'horizon désertique.

Heureusement, il y aura désormais la drogue offerte par Philip Morris. Un bon coup de pub et l'occasion d'accrocher une clientèle, avant qu'elle ne soit raflée par la concurrence : cocaïne, hashisch et autres marijuana. Chez Philip Morris, il y en a qui semblent se souvenir du Vietnam, où les drogues en tout genre se disputaient les faveurs des GI's !



Le super des supers

La France bat des records. Elle surclasse tous ses partenaires européens dans la course à la flambée des prix de l'essence.

C'est en effet en France que les prix des carburants ont le plus augmenté, en l'espace de deux mois. Entre le 1er août et le 1er octobre, le super français a connu une hausse de 1 franc, contre 90 centimes pour le danois, 80 centimes pour le suédois, l'anglais, l'allemand, l'espagnol et le hollandais. Il n'y a que l'Italie et le Portugal qui aient connu une toute petite fièvre : respectivement de 40 et 35 centimes.

Après quoi, on nous dira que les raisons de la hausse sont à rechercher exclusivement du côté du Golfe. Mais que l'on nous

explique alors pourquoi, en Italie et au Portugal, les augmentations sont tout de même près de trois fois moindres.

Pour tenter de trouver au moins une raison à ce record, les experts du ministère des Finances évoquent «la spécificité» du régime pétrolier français. Veulent-ils parler du système des taxes sur l'essence que prélève l'Etat français (environ 70%) ? Sans doute !

En clair donc, les trusts pétroliers sont en France les plus voleurs et l'Etat, qui accapare plus des deux tiers du prix sous forme de taxes, est presque trois fois plus voleur que les trusts.

Avec tout ce beau monde accroché à ses poches, pas étonnant que le consommateur français caracole loin devant.



(E. Bailel/Gamma)

Malheur aux barbus !

Dieu ayant créé l'homme avec du poil au menton, il est hors de question que sa créature modifie la volonté divine en se rasant. Ce point de vue entraîne un signe extérieur de pilosité qui caractérise les religieux orthodoxes, qu'ils soient juifs ou musulmans.

L'ennui c'est que les grandes barbes façon patriarches bibliques ne rentrent pas dans les masques à gaz que les autorités israéliennes distribuent à la population, en cas de guerre chimique.

Que faire alors ? Couper la barbe ? C'est hors de question ! Couper le bas du masque ? Alors c'est le masque

qui n'est pas très efficace, même si la barbe filtre un peu...

Une firme ouest-allemande a paraît-il confectionné des masques plus grands, qui vont certainement faire ressembler les orthodoxes à des chevaux broutant l'avoine dans un sac. Tant pis pour l'élégance ! Mais il reste quelques problèmes hautement importants à examiner : il se pourrait qu'un des barbus masqués lèche l'intérieur du masque. Le masque est-il casher ? D'autre part, a-t-on le droit de l'enfiler un samedi ou faut-il, par précaution, le mettre dès le vendredi soir ?

Conséquence peu banale de la crise du Golfe et de l'embargo contre l'Irak : les maisons de haute couture risquent de boire le bouillon, car elles faisaient une bonne partie de leurs affaires avec le Moyen-Orient.

Non pas que les populations de ces régions aient pris l'habitude de se fournir chez Nina Ricci ou Pierre Cardin. Mais les familles royales, princières ou émirales et leur cour ne s'habillaient pas, elles, chez les Tati ou chez les fripiers locaux.

Quelle tristesse ! Les nantis du Moyen-Orient vont en être réduits à devoir mettre deux fois leur chemise de chez Dior ou leur cravate de chez Cecil Saint-Laurent, à moins

qu'il s'agisse de leur djellaba haut de gamme. Car le Coran accepte, en matière vestimentaire aussi, deux poids et surtout deux mesures.

Quelle angoisse ! "Notre" haute couture va connaître les basses eaux, à cause de ce sinistre Saddam Hussein.

Vivement que les troupes occidentales aillent en découdre un peu, pour imposer de nouveau le droit de ces messieurs de la haute société de pouvoir s'habiller selon les derniers canons de la mode.

"Quelle connerie, la guerre", disait Prévert. C'est vrai aussi pour leur guerre en dentelles.

RÉUNIONS PUBLIQUES de LUTTE OUVRIÈRE

CONTRE L'INTERVENTION DES TROUPES FRANÇAISES ET AMÉRICAINES DANS LE GOLFE

— À MARSEILLE

Vendredi 19 octobre à 20 h 30, Salle de l'Alhambra, 340, boulevard Chave.

— À TOULOUSE

Mercredi 17 octobre à 20 h 30, Salle Municipale, 22, allée de Barcelone.

— À ANGOULÈME

Vendredi 12 octobre à 20 h 30, MJC Grande-Garenne.

URSS

Dans le monde

LA GUERRE DES RÉPUBLIQUES ?

En URSS, l'affaiblissement du pouvoir central, le vaste mouvement d'éclatement de l'Union, marqué par les déclarations successives de souveraineté adoptées par la majorité des fédérations composant l'URSS, développent chaque jour, dans une anarchie croissante, leurs conséquences politiques et économiques.



Malgré les pleins pouvoirs que lui a votés le Soviet suprême d'URSS pour conduire la réforme vers l'économie de marché, Gorbatchev en est encore à invoquer devant le Comité central du PC les dangers d'une « libanisation » de l'URSS pour tenter de rassembler le maximum de forces politiques dans et autour du Parti.

C'est que le mouvement centrifuge affecte non seulement les grandes Fédérations, mais encore les Républiques et les régions autonomes à l'intérieur de ces Fédérations. Les bureaucraties nationales, voire régionales, en rivalité les unes avec les autres, désireuses toutes d'atténuer encore ce qui reste du contrôle du pouvoir central, désireuses surtout de garder la mainmise sur les richesses de leur région ou

de les échanger au meilleur prix, en viennent à prendre des mesures protectionnistes.

Le Monde du 7-8 octobre signalait qu'à l'intérieur de la grande Fédération de Russie, les différentes Républiques et régions autonomes commençaient à faire valoir leurs droits. La République des Komi a menacé de cesser ses livraisons de bois et de pétrole parce que la Fédération ne lui livrait plus de produits alimentaires et manufacturés. La Iakoutie qui abrite les plus riches mines d'or et de diamant d'URSS revendique la pleine propriété de ses ressources naturelles. La Carélie d'où vient un tiers du papier utilisé dans les imprimeries russes parlait, la semaine dernière, de bloquer ses voies ferrées

car Moscou ne lui livre plus de viande, etc.

A côté de ces conflits économiques, il y a les revendications politiques. Toujours au sein de la Fédération de Russie – la plus grande, celle qui a à sa tête Boris Eltsine – les Tatars, les Yakoutes et tout récemment les Bouriates se sont eux-mêmes proclamés souverains au sein de la Fédération russe, les lois de ces territoires ayant bien entendu prééminence par rapport aux lois de la Fédération de Russie et a fortiori par rapport à celles de l'URSS.

Et lorsque, comme en Estonie, le Parlement anticipant sur la réforme attendue vote une loi autorisant la hausse des prix de détail,

c'est la Lettonie voisine, et Leningrad proche, qui ont vu leurs magasins pris d'assaut par les Estoniens désireux d'acheter aux prix les plus bas. On n'en est pas encore officiellement au système des douanes intérieures, mais dans la pratique, chaque République cherche, par des voies protectionnistes, à se défendre contre les autres.

La planification bureaucratique, avec toutes ses monstrueuses déformations, assurait de plus en plus mal, mais assurait quand même, une certaine répartition. La crise politique des sommets de la bureaucratie, l'orientation cent fois affirmée vers la

soi-disant miraculeuse économie du marché, et cent fois discutée et reportée, la paralysie économique qui en découle, le jeu des intérêts différents des différentes Fédérations et des rivalités de fait, tout contribue à accentuer de façon brutale la crise économique, aussi bien au niveau de la production que de la répartition.

La première victime, c'est évidemment la population. En attendant de payer l'économie de marché que les sommets de la bureaucratie projettent de réaliser au plus vite, elle paie déjà la désorganisation actuelle, la raréfaction

des produits, la hausse vertigineuse des prix au marché noir, la dégradation des services. L'angoisse du lendemain, l'écœurement face à la politique, la haine de la bureaucratie peuvent évidemment conduire la classe ouvrière soviétique dans une morne résignation à reporter ses espoirs sur l'économie de marché, mais elles peuvent tout aussi bien provoquer des crises sociales aiguës au travers desquelles les travailleurs peuvent prendre conscience de leur force dans de véritables enjeux.

Colette BERNARD



Serpent monéthatcher

Le système monétaire européen (SME) – baptisé « serpent monétaire » –, qui établit les bases d'une certaine coordination (des variations) des cours des monnaies et des changes pour les Etats européens qui en font partie, vient de s'enrichir d'un nouveau partenaire.

Thatcher qui jusque-là tenait à ce que l'Angleterre continue de faire cavalier seul, en affirmant que l'Angleterre ne rejoindrait le SME « que le moment venu », vient en effet d'opérer un retournement spectaculaire. Le gouvernement britannique annonçait le 5 octobre son entrée dans le SME pour le 8 du même mois, provoquant du même coup quelques à-coups boursiers.

Cette décision est-elle due à un quelconque espoir des dirigeants britanniques de maîtriser un peu mieux l'inflation en modifiant leurs

relations avec les dirigeants des Etats rivaux d'Europe ? S'agit-il plus prosaïquement encore d'une mesure destinée, à la veille du congrès conservateur, à tenter de faire remonter la cote du gouvernement à un moment où les travaillistes reprochent à Thatcher un isolationnisme dépassé vis-à-vis de l'Europe ?

Toujours est-il que cet élar-

gissement du SME n'apparaît pas franchement comme un pas en avant dans la mise en place d'une monnaie européenne unique que les dirigeants de la plupart des Etats européens prétendent périodiquement préparer. Le jour même où la livre sterling faisait son entrée tapageuse dans le SME, Bérégovoy qui avait proposé que 1993 soit une date de transition vers

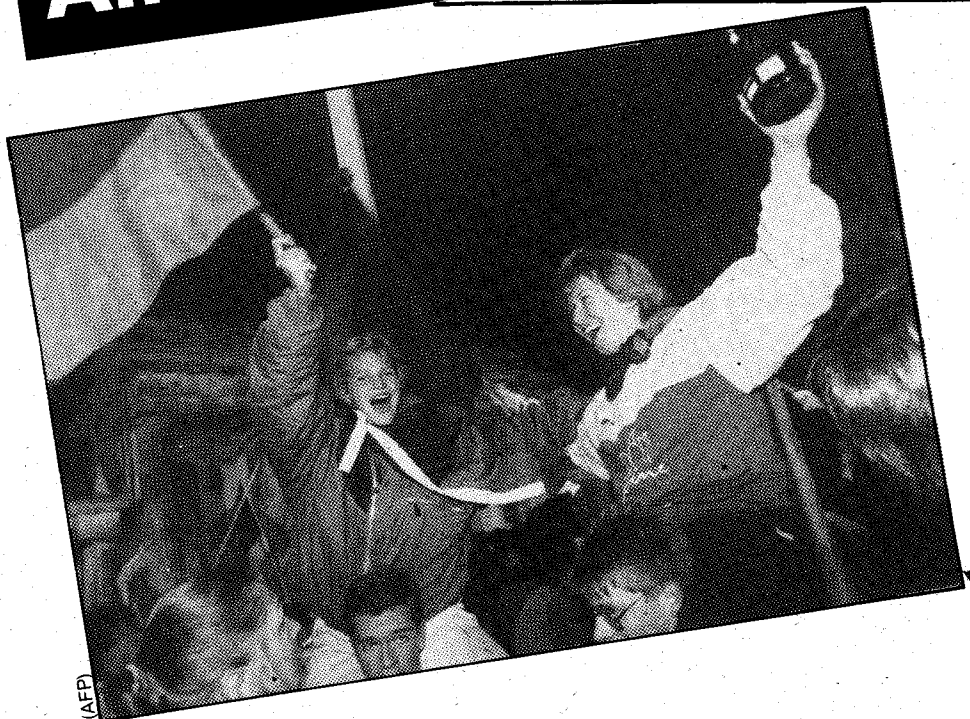
une monnaie unique parle de la reculer à 1994.

Et tout porte à croire que livres, francs, Marks et pesetas – pour ne citer que ces monnaies là – ont encore de belles années à vivre ; et les capitalistes et financiers de tous pays européens et autres de belles spéculations devant eux.

H.M.

Allemagne

La célébration



LES INQUIÉTITUDES DES TRAVAILLEURS

A minuit, le soir du 2 octobre, des milliers de feux d'artifice, de pétards et de fusées ont célébré à Berlin l'unification. Si le 3 octobre, devant le Reichstag, les festivités ont eu un caractère solennel, avec la participation «consensuelle» du monde politique, dans l'ensemble du pays l'ambiance était à la fête, mais avec un enthousiasme tempéré et sans trop de manifestations de nationalisme. Sur l'Alexanderplatz, place historique de Berlin dans la partie est de la ville, c'était le caractère de fête populaire bon enfant, avec stands de bière, de vin, de saucisses et autres breloques et souvenirs qui dominait, avec peu de drapeaux, de chapeaux ou de T-shirts aux couleurs nationales : noir, or et rouge.

Visiblement, il y a une attente et une assez grande patience de la part des Allemands de l'Est pour ce qui est de l'avenir et des changements que l'unification va apporter. La plupart des travailleurs expriment également leur crainte de l'incertitude et du prix à payer. Quant au chancelier Kohl, dans son discours au Reichstag, jeudi 4 octobre, il a déjà insisté sur les sacrifices nécessaires, de la part des travailleurs, bien sûr.

Alors bien entendu, à côté de la satisfaction d'avoir vu enfin toutes les barrières entre les deux moitiés de l'Allemagne disparaître, il y a une certaine inquiétude pour l'avenir.

On trouve enfin de tout dans les magasins, mais la paye ne suit pas...

Pour le moment le sentiment général, autant qu'on puisse en juger, est que le niveau de vie s'est amélioré depuis l'ouverture du mur. Les salaires ont, en moyenne, augmenté de 20 % à la suite de mouvements ou de menaces de grève, comme chez les éboueurs ou les cheminots dans certaines régions, ou tout simplement parce que les entreprises se sont alignées sur ces hausses pour éviter un mécontentement trop fort. Quant aux prix, il y a eu une flambée sur la plupart des articles venus de l'Ouest, tout de suite après l'union monétaire du 1^{er} juillet. Mais depuis, les prix ont baissé pour peu à peu s'aligner sur ceux de l'Ouest, surtout à Berlin et

dans les régions où les gens ont la possibilité d'aller dans les magasins de l'Ouest, souvent meilleur marché.

Dans les grands magasins de Berlin-Est, on trouve presque tout comme à l'Ouest. Il ne reste plus que de rares produits, comme des chaussettes en coton, fabriquées en RDA et dont le prix est moins cher que celui des articles équivalents venant de l'Ouest. Les denrées alimentaires qui étaient bon marché avant ont sensiblement augmenté (le pain et la viande ont plus que doublé). En revanche les vêtements, les appareils ménagers, les meubles, les voitures sont moins chers. Et comme beaucoup vivent

encore de leur épargne, le pouvoir d'achat est pour le moment plus élevé qu'avant.

Le gouvernement cherche à amortir le mécontentement social

Ce sentiment est mitigé d'une certaine inquiétude : avec l'arrivée des investisseurs ou des repreneurs de l'Ouest, les plans de restructuration et de rentabilisation se multiplient, avec leur cortège de licenciements et de chômage technique. La moitié de l'industrie de la charcuterie serait déjà liquidée. Et le nombre de chômeurs a augmenté en septembre de 83 000, alors qu'il baissait officiellement d'autant en Allemagne de l'Ouest. Le chômage technique a, lui, augmenté de 18 % et touche maintenant 1 770 000 travailleurs.

Là aussi, le gouvernement a pris des précautions pour amortir une éventuelle colère de la part des

travailleurs : les chômeurs touchent 60 % à 65 % de leur salaire et les travailleurs en chômage technique 80 %. Mais personne ne sait pendant combien de

temps. Et le chômage technique peut être total, c'est-à-dire que les travailleurs ne viennent plus du tout à l'entreprise, ou partiel (2, 3 ou 4 jours par semaine). Mais beaucoup de travailleurs craignent que ces filets amortisseurs ne disparaissent et se demandent ce qui leur restera quand les loyers (souvent encore entre 50 DM et 150 DM par mois, soit 160 à 500 F), l'électricité, l'eau, les transports (0,20 DM, soit 0,60 F, par trajet, comparé

au 1,70 DM à Berlin-Ouest) augmenteront à partir de janvier 1991.

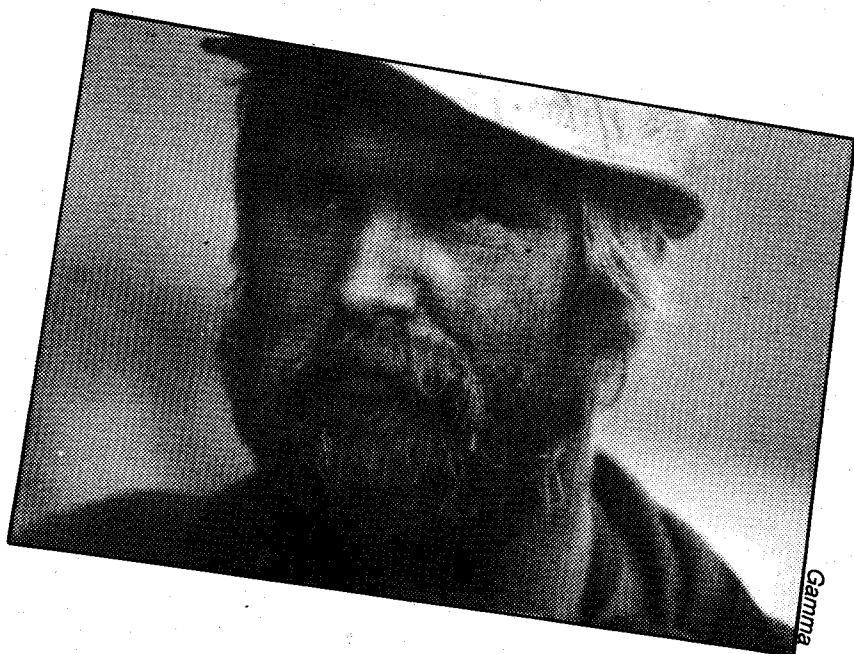
Ainsi cette vendeuse, depuis 15 ans dans un grand magasin de l'Alexanderplatz, qui gagne 900 DM (3 000 F) depuis l'augmentation de 150 DM obtenue lors de la reprise du magasin par une société de l'Ouest, se demandait «si on allait la garder ou non et ce qu'elle fera avec son salaire après toutes ces augmentations». D'autant plus



Le port de Rostock dont l'activité a diminué de 70 %.

Gamma

de l'unité



Ouvrier des chantiers navals de Warnemünde.

DE L'EST

que les vendeuses de Berlin-Ouest, avec plus de 2 000 DM (6 600 F) par mois, ne roulent pas non plus sur l'or. Et une employée de poste qui gagne 700 DM (2 400 F, avec des week-ends parfois), affirme que, d'après ce qu'elle sait, pour le même travail à l'Ouest un employé reçoit 3 200 DM !

Un ouvrier de 42 ans, d'origine russe mais à Ber-

lin depuis longtemps et qui travaille dans une entreprise de dalles de béton, trouve que cela a empiré : «Moi je m'en sors, je suis divorcé, et donc mon salaire est pour moi tout seul. Mais c'est plus difficile qu'avant : le pain et la viande ont presque triplé». Son salaire a augmenté un peu : ce mois-ci il a gagné 2 000 DM brut, soit 1 500 DM net (c'est-à-dire 5 000 F) en comptant les heures sup-

plémentaires. Par contre dans sa branche il pense qu'«il ne craint pas le chômage : avec tout ce qui est en ruine en DDR, il faudra encore pas mal de béton» ! A partir du 3 octobre son entreprise travaillera avec Bayer de Munich. Lui pense que c'est mieux. En tout cas, avec du béton ou avec autre chose, Bayer fera son beurre.

Christian LEMARQUE

Une crainte : le chômage

Dans une entreprise de construction d'ascenseurs de Berlin-Est, qui compte 1 000 personnes et qui vient d'être reprise par la firme ouest-allemande Otis, les ouvriers sont, explique l'un d'entre eux, surtout attentistes, mais se disent bien que cela ne se fera probablement pas sans cause pour eux. La direction est maintenant bicéphale : l'ancien directeur, et un nouveau venu de Berlin-Ouest. Celui-ci a une attitude surtout de supériorité condescendante, une certaine arrogance mais aussi une ouverture et une «sympathie» très paternaliste pour ne pas braquer les gens. Les travailleurs, eux, ont l'impression que les dirigeants d'Otis empêchent en ce moment que de nouvelles commandes soient réalisées, en prétextant qu'avant de se lancer dans la production il faut attendre pour voir où on en est. En fait, la politique d'Otis serait de maintenir le service d'entretien, de réparation et d'après-vente de l'usine de Berlin-Est, en empêchant la production et la vente. Mais en même temps Otis ne se prive pas de vendre ses ascenseurs faits en Allemagne de l'Ouest aux clients de l'ex-RDA. Des

rumeurs de chômage technique à l'usine viennent de se répandre, mais personne ne sait rien de bien précis.

Et puis la peur du chômage touche tout le monde, comme l'exprimait ce travailleur de 52 ans, face à ce retraité de l'Ouest, au teint hâlé et bien mis, qui proclamait haut et fort son optimisme et «qu'on ne pouvait pas tout avoir en un jour» (remarque que l'on entend souvent de la part d'Allemands de l'Ouest, sans que cela soit nécessairement sur ce ton arrogant) : «A mon âge, si je suis licencié, j'ai peu de chances de retrouver du boulot».

Les exclus de l'unification

Et puis il y a ceux qui sont déjà les exclus de l'unification. Jusqu'à mercredi 3 octobre, jour d'entrée en vigueur du visa entre l'Allemagne et la Pologne, des cars entiers de Polonais étaient venus à Berlin, les uns pour vendre, eux aussi, des cartouches de cigarettes américaines, les autres pour remplir leurs grands sacs de voyage de provisions de tou-

tes sortes dans les supermarchés populaires.

Parmi les étrangers qui, eux, vivent en Allemagne, il y a les milliers de Vietnamiens qui sont venus travailler en RDA à la suite d'un accord entre le gouvernement Honecker et celui d'Hanoï. Un nombre important ont été licenciés. Beaucoup, qui sont dans des foyers de travailleurs, ont vu leur loyer multiplié par 10 (pour une chambre de 5 m² par exemple, le loyer est passé de 20 DM à 200 DM). Alors, pour s'en sortir, il se retrouvent souvent vendeurs à la sauvette de cigarettes ou de bibelots dans certains quartiers de Berlin-Est. Comme se retrouvent aussi dans ces petits boulots des Roumains, souvent d'origine tzigane, qui dorment la nuit dans les gares.

Des retraités, dont un certain nombre se retrouvent sur l'Alexanderplatz à discuter librement de la situation, de leurs craintes et de leurs espoirs, se demandent également s'ils ne vont pas être les victimes des hausses de prix à venir. Ils touchent en moyenne 700 DM, mais seulement de 400 à 500 DM pour les plus mal lotis.

C.L.

Autriche

EN AUTRICHE IL Y A UNE POUSSEE DE L'EXTRÊME-DROITE A LA BASE DU PAYS !.



OUI, PARCE QU'AU SOMMET AVEC WALDHEIM C'ÉTAIT DÉJÀ FAIT



C'est la poussée de l'extrême-droite qui aura été le fait le plus marquant des élections du 7 octobre en Autriche. Avec 16,6% des voix, celle-ci gagne 6,9% par rapport au scrutin précédent (11,6% par

rapport à il y a quatre ans). Le Parti Socialiste s'étant maintenu à - 0,1% près avec 43% des suffrages, c'est le Parti Conservateur (ÖVP) qui en a fait l'essentiel des frais en perdant 9,18% de ses électeurs

pour atteindre le score de 34,14%. Les Verts, avec 4,52%, se maintiennent à peu près en perdant 0,3%.

Depuis 1986, le chancelier Franz Vranitzky dirige le Parti Socialiste et le gouvernement

de "grande coalition" qui réunit conservateurs et socialistes. Ces derniers, secoués par une série de scandales financiers - notamment une affaire de ventes d'armes à l'Iran, mettant en cause l'ex-chancelier socialiste Soniwatz et deux ex-ministres - s'attendaient à une perte importante. Mais il apparaît qu'ils ont été sauvés - si on en croit la presse - par Séguéla, ce publiciste à qui Mitterrand devait la formule de "la force tranquille". En personnalisant la campagne autour du chancelier Vranitzky, il aurait permis de limiter les dégâts, du moins c'est comme cela que la presse d'ici interprète le résultat du Parti Socialiste. On ne sait pas

si la publicité pour le publicitaire est désintéressée ou pas.

Ce qu'on sait par contre, c'est que l'Autriche de ces quatre dernières années a connu une croissance économique continue (+4,5% en 1990 avec une inflation de 3,5%), ce qui s'est accompagné d'un plan d'austérité et d'une privatisation d'un certain nombre d'entreprises nationales.

Ce n'est pas tant directement la situation économique par elle-même qui a alimenté le fonds électoral de l'extrême-droite. La campagne de celle-ci et de son leader Jörg Haider a porté essentiellement sur la dénonciation des scandales fi-

nanciers et sur une démagogie xénophobe à l'égard des immigrants des pays de l'Est. C'est en réponse à la pression d'une opinion publique inquiète de la montée de l'immigration et lui attribuant les problèmes d'insécurité, que le gouvernement avait dernièrement, après le démantèlement du "rideau de fer", fait déployer des militaires aux frontières du pays, pour les rendre plus imperméables aux populations des ex-démocraties populaires.

La "libéralisation" à l'Est joue ainsi son rôle dans la montée de l'extrême-droite en Autriche, c'est-à-dire, au fond, dans une menace de "délégitimation" à l'Ouest !

L.G.

Les Le Pen de Vienne

Ruanda

TROUPES FRANÇAISES, BELGES ET ZAIROISES AU SECOURS DE LA DICTATURE

Michel Rocard a prétendu que l'envoi, le 4 octobre, de 250 soldats français au Ruanda avait pour but de protéger les ressortissants de l'hexagone. «Il s'agit de défendre les citoyens français, et pas plus», a-t-il affirmé. Les ministres belges ont prétendu que l'expédition de 500 de leurs paras n'avait qu'un but «humanitaire». Ces forces ont pourtant été envoyées dans ce petit pays de l'Afrique centrale, à la demande du gouvernement ruandais, alors que les rebelles qui menacent ce gouvernement n'avaient pas de raison de s'en prendre aux Européens. La Belgique et la France ne se contentent d'ailleurs pas d'envoyer des troupes : elles envoient aussi du matériel de guerre. Et, à côté des Franco-Belges, sont venus également un millier de soldats zairois. Le président Mobutu du Zaïre n'a pas prétendu, lui, envoyer ses soldats pour des raisons «humanitaires» ou pour protéger ses ressortissants. Il les envoie tout simplement défendre la dictature du pays voisin. La même chose que les Franco-Belges, l'hypocrisie en moins.

L'envoi de ces divers contingents, avec près de 2 000 soldats en tout, est un appoint non négligeable lorsqu'on sait que l'armée ruandaise compte environ 5 000 hommes et qu'elle doit faire face à 2 000 rebelles peut-être.

Et pendant que les soldats franco-belges gardent l'aéroport, les grandes routes et les points stratégiques, et accessoirement pilotent, paraît-il, des hélicoptères, les soldats zairois, dont la réputation de cruauté est solidement établie, participent aux combats et à la répression sur le terrain.

Les combats auraient cessé à Kigali, la capitale, mais se poursuivraient dans le nord du pays. Il n'est pas dit qu'ils soient sur le point de se terminer, et «nos» forces ne sont peut-être pas à la veille d'être rapatriées.

La rébellion a, semble-t-il, plusieurs raisons. D'une part le régime ruandais, comme tous ceux d'Afrique ou presque, est une dictature féroce. Un rapport d'Amnesty International dénonce la «violente répression» à laquelle se livre la dictature ruandaise «à l'encontre de ses opposants» depuis le début de l'année. Dans ce pays misérable, où n'existe aucune démocratie, il y a donc largement matière à provoquer une explosion.

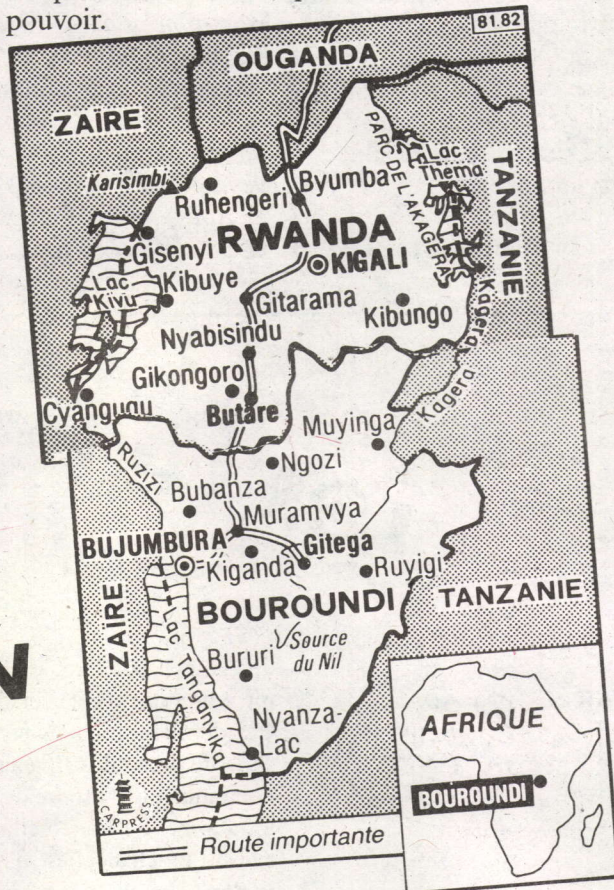
RUANDA, BURUNDI ET COLONIALISATION

Le Ruanda et le Burundi, situé juste au Sud du premier, sont deux petits pays, grands chacun à peu près comme la Belgique et qui ont fait partie autrefois (de 1898 jusqu'à 1918) de l'empire colonial allemand.

Après la défaite de l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale, cet ensemble, appelé alors Ruanda-Urundi, est devenu colonie belge. La Société des Nations a confié mission à la Belgique, en 1923, d'exercer son «mandat» sur le Ruanda-Urundi, en vue de «préparer» un jour ce pays à l'indépendance. Ce mandat a été renouvelé en 1946 par l'ONU, qui a maintenu la tutelle belge.

Bien loin de préparer l'indépendance, les dirigeants belges avaient même rattaché l'ensemble au Zaïre (le Congo belge à l'époque) voisin. Et, s'ils n'avaient pas inventé le conflit séculaire qui existait entre les Hutus et les Tutsis, ils n'avaient rien fait pour le résorber, bien au

Pendant des décennies, les conflits internes débouchaient sur des luttes inter-ethniques entre les Hutus (aujourd'hui au pouvoir) et les Tutsis (qui l'avaient été autrefois). D'atroces massacres avaient eu lieu entre les deux ethnies, et les cartes d'identité ruandaise mentionnent toujours si l'on est Hutu ou Tutsi. Mais pourtant, dans la rébellion actuelle, il semblerait que ce conflit-là était en train de se résorber. Les rebelles sont certes plutôt des Tutsis, mais il y aurait au moins un chef Hutu connu parmi eux. Et c'est d'ailleurs l'ensemble de la population, quelle que soit son ethnie, qui est victime de l'oppression du pouvoir.



contraire. Ils s'étaient appuyés sur une ethnie contre une autre pour se maintenir au pouvoir, creusant les rivalités.

Les deux territoires ont acquis l'indépendance en 1961-62, après avoir été détachés du Zaïre puis séparés entre la République du Ruanda et le royaume (devenu aujourd'hui république également) du Burundi. Dans les deux pays, les conflits inter-ethniques ont alors donné lieu à d'abominables massacres causant des centaines de milliers de victimes.

Les impérialistes belges avaient pour «mandat» de «conduire» ces pays à l'indépendance et à la démocratie. Ils les ont colonisés durant plus de quarante ans, et les ont menés tout droit aux dictatures et aux massacres.



Une autre raison de la révolte est la question des réfugiés. En 1959, avant l'indépendance, les Hutus avaient massacré les Tutsis, lesquels s'étaient massivement enfuis en Ouganda voisin. Plus de trente ans ont passé, et les 200 000 réfugiés, qui ne trouvent pas de place en Ouganda, mais sont officiellement considérés comme des étrangers par le Ruanda, voudraient revenir dans leur pays. C'est sur eux que s'appuient les rebelles, qui ont d'ailleurs l'appui des autorités ougandaises qui aimeraient bien ainsi se débarrasser des réfugiés...

La guerre n'est peut-être pas terminée. Dans la capitale, 1 500 prisonniers auraient été parqués dans un stade. Les arrestations, la répression vont bon train dans tout le pays, et elles frappent les deux ethnies, d'ailleurs.

Le ministre des Affaires étrangères du Ruanda prétend que la rébellion a une «base ethnique». Sans doute, en partie. Mais on comprend que le pouvoir ruandais voudrait à nouveau diviser son peuple, pour mieux continuer à le gouverner.

Ce même ministre ruandais a remercié la Belgique, la France et le Zaïre pour l'envoi de troupes et de munitions. Pas pour leur «aide humanitaire», bien sûr, mais pour «l'appui des pays amis dans ces moments difficiles». Tous les petits et grands Ceausescu africains bénéficient de l'amitié des Rocard, Mitterrand et autres Martens.

Que c'est beau «l'humanisme» !

André VICTOR

Togo

EXPLOSION À

Au Togo, comme dans tous les pays d'Afrique noire, la situation est explosive, et les dirigeants en place ont pu s'en rendre compte vendredi 5 octobre. Deux hommes accusés d'avoir distribué des tracts hostiles au gouvernement du général Eyadéma passaient en jugement. Plusieurs centaines de manifestants ont envahi la salle du palais de justice de Lomé. L'armée est intervenue pour les chasser. Sur quoi, les manifestants ont mis à sac la préfecture, six commissariats ont été brûlés, ainsi que des voitures administratives. La répression a fait officiellement quatre morts et 34 blessés. 170 arrestations ont été annoncées.

Le Togo vit depuis 23 ans sous la férule de son «chef bien-aimé», ancien sergent-chef de l'armée française, qui a mis en place un système de contrôle policier de la population, réduite pour l'immense majorité à survivre dans des conditions primitives. Son niveau de vie est, officiellement, plus bas que celui de Haïti !

Mais le Togo est considéré comme un des «bons élèves» du FMI, une «vitrine du libéralisme». Toute l'infrastructure économique est dirigée par des Européens, les banques, les installations portuaires, les hôtels, l'aéroport

Côte-d'Ivoire

HOUPHOUËT-BOIGNY CANDIDAT À SA SUCCESSION

LE VIEUX DESPOTE FAIT DE LA RÉSISTANCE

A plus de 80 ans, Houphouët-Boigny, décidément rempli d'optimisme quant à ses chances de longévité, vient d'annoncer sa décision de briguer son septième mandat de président de la Côte-d'Ivoire à l'occasion de l'élection annoncée pour le 28 octobre. Ouvertement contesté et même conspué dans la rue, depuis les émeutes de février-mars, contraint d'accepter le principe du multipartisme et de légaliser dans la foulée quelque 26 partis politiques d'opposition, il s'accroche tout de même à la tête du pouvoir.

Seules concessions annoncées : le parti officiel, le PDCI, serait désormais doté d'un Comité central de 80 membres et d'un secrétaire général élu (mais le poste n'a pas encore été pourvu). Et Houphouët a vaguement promis que, s'il est élu, il nommera un Premier ministre. Innovation !

Il est apparemment bien dur pour le vieux despote de devoir se métamorphoser brusquement en «démocrate», malgré les urgences de l'heure, et de devoir tolérer d'autres voix que la sienne sur la scène publique, habitué qu'il est à tout régenter et à voir sa personne encensée et glorifiée à tout instant. Mais l'opération est semble-t-il bien difficile aussi pour l'ensemble du PDCI, appareil au pouvoir depuis 30 ans, avec sa clientèle et son réseau d'hommes qui n'acceptent pas de prendre le risque de partager leurs positions avec leurs rivaux aux dents longues de l'opposition légalisée.

Celle-ci est dominée par une Coordination de quatre partis, dirigée par le Front populaire ivoirien (FPI) et son leader Laurent Gbagbo. Ce sont des partis tout à fait respectueux, dirigés par des notables, professeurs, avocats, qui se bornent à se poser en successeurs d'Houphouët et se montrent très prudents dans leurs interven-

tions. Le FPI propose un gouvernement de coalition avec le PDCI ; son programme ne va pas plus loin. Mais c'est déjà trop pour les gens en place, qui tiennent à leurs postes lucratifs et à l'accès qu'ils donnent aux sources d'enrichissement, même si, vu les incertitudes de l'heure, certains, y compris dans les instances dirigeantes du PDCI, affichent maintenant des aspirations «réformatrices» ou «rénovatrices» en ce qui concerne les mœurs corrompues et «arrogantes» du parti.

Et le PDCI met tous les bâtons qu'il peut dans les roues de ces opposants. Il dispose des moyens du pouvoir : monopole des médias, pressions patronales et administratives pour faire «adhérer» au parti, organisation officielle de manifestations à la gloire d'Houphouët, répression ou sabotage des manifestations et meetings des autres partis,



(Mérillon/GAMMA)

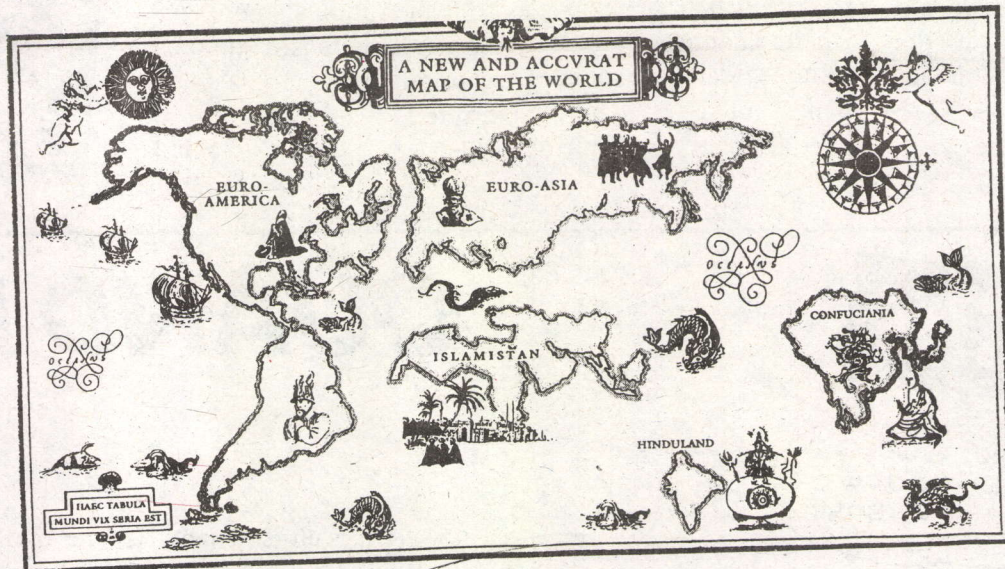
haute main sur l'organisation des élections à venir. On conçoit que, pour l'appareil de la dictature, même un multipartisme édulcoré ne soit qu'une «perte de temps», comme l'a déclaré un de ses dirigeants, Laurent Dona Fologo. «Depuis cette affaire de multipartisme, a-t-il ajouté, nous ne faisons que parler... On travaille moins aujourd'hui en Côte-d'Ivoire».

Eh oui, sans doute, on travaille moins aujourd'hui en Côte-d'Ivoire. Sous la poussée des grèves du printemps, de l'irruption dans la rue de la jeunesse scolaire et de celle, sans emploi, des quartiers pauvres, des brèches se sont entrouvertes dans le monolithisme de la dictature. Le régime a dû placer le campus et les cités universitaires d'Abidjan sous la surveillance de l'armée et de la police, depuis la rentrée des facultés à la fin de septembre.

Et quand bien même ce n'est pas seulement Houphouët qui s'accroche, mais toute une mafia de privilégiés derrière lui, cherchant à exploiter ce qui peut rester d'influence attachée à son nom pour éviter le naufrage, il n'est pas dit que la révolte populaire ne vienne pas bousculer leur calendrier à tous.

Christiane LE GUERN

-AFRIQUE- SOLUTION FINALE ?



La carte où l'Afrique Noire a disparue...

En février dernier, un «expert des questions africaines, tenu à l'obligation de réserve» écrivait sous le pseudonyme de Victor Chesnault, dans *Le Monde*, et sous le titre «Que faire de l'Afrique noire ?» : «Economiquement parlant, si le continent noir tout entier, Afrique du Sud exceptée, disparaissait dans les flots, l'impact global du cataclysme serait à peu près nul, même pour nous, bien que les prix de quelques matières premières s'en ressentiraient».

L'hebdomadaire anglais «libéral» *The Economist* vient de pousser la chose (son rêve ?) plus loin : il a carrément rayé l'Afrique noire de la surface de la Terre, dans ce qu'il présente comme «une nouvelle et exacte carte du monde».

Il s'agirait, selon *The Economist*, d'un «exercice intellectuel utile», consistant à remodeler la Terre en fonction de grands «corps d'idées», c'est-à-dire selon ses vues quant à l'importance «culturelle» relative des uns et des autres. Comme on peut le constater, la Chine et l'Inde sont rejetées dans un coin. Le Maghreb trouve grâce apparemment, rattaché à l'«Islamistan». Quant aux 500 millions d'humains de l'Afrique subsaharienne... à la mer ?

La bourgeoisie montante, il y a bien, bien longtemps, avait ses ardents découvreurs de mondes nouveaux. Aujourd'hui, vieille sèmeuse de mort qui refuse de lâcher prise, elle a des «penseurs» qui fantasment sur l'anéantissement d'un continent...

C.L.G.

DE COLÈRE OMÉ

de Lomé. Et Eyadéma a offert tout le pays en «zone franche» aux entreprises étrangères, vantant le bas prix de «sa» main-d'œuvre, la franchise douanière totale et la large exemption fiscale qu'il leur offre.

Aujourd'hui, en présence des manifestations de révolte dans la population, et surtout la jeunesse, il dénonce une mystérieuse «machination internationale». Parmi les 170 personnes arrêtées, il y en aurait 97 de «diverses nationalités». Cela va-t-il lui permettre d'appeler Mitterrand à son secours, comme il l'avait fait déjà en septembre 1986, à la suite d'une attaque de commando contre le camp militaire où il résidait ? En vertu d'un accord de défense de 1963, les militaires français se doivent d'intervenir aux côtés de l'armée togolaise en cas d'agression extérieure.

En 1986 Mitterrand, en accord avec Chirac, avait répondu présent : 200 paras français avaient été envoyés à Lomé, Jaguar à l'appui. Mais aujourd'hui, reste-t-il quelque part quelques parafas et quelques avions à y envoyer, vu leurs occupations en Arabie saoudite, à Abou-Dhabi, au Tchad, au Ruanda... et on en oublie peut-être !

C.L.G.

Japon

LA

RÉVOLTE

DES SANS-ESPOIR

Cent-vingt blessés, une cinquantaine d'arrestations, tel est le bilan des quatre ou cinq jours d'émeutes qui viennent de se dérouler dans une banlieue au sud d'Osaka, la deuxième ville du Japon.

Il s'agit de vieillards sans famille et sans retraite, d'alcooliques, mais aussi de ceux que la maladie, ou un divorce, a privés de logement, qui n'arrivent pas à retrouver de travail régulier ; ou des parias traditionnels de la société japonaise, des Coréens, des Chinois, des descendants de la caste des Intouchables...

L'arrestation d'un policier, accusé d'avoir touché des pots-de-vin, suivie d'une brutale intervention de la police au cours d'une altercation, banale en ces lieux, ont mis le feu aux poudres.

En même temps qu'elle parlait de ces émeutes, la presse française a évoqué ce qui les provoque : les conditions de vie des dizaines de milliers d'hommes qui vivent entassés dans les hôtels, ou plutôt les dortoirs, de ce ghetto où viennent échouer les exclus de la société japonaise.

Ils forment une main-d'œuvre de journaliers, qui sert essentiellement à la construction. Des gangs contrôlent et organisent chaque matin l'embauche de ces journaliers employés sur les chantiers de la florissante Osaka ; ce sont des gangs aussi, en cheville avec la police, qui tiennent

des salles de jeux illégales et les centaines «d'hôtels» où s'entassent pour la nuit ces journaliers...

Pour eux, aucun moyen de s'en sortir n'existe. La maladie, la vieillesse, privent de toute possibilité de gagne-pain ceux que les journalistes décrivent comme des épaves.

Dans ces quartiers éclatent périodiquement des émeutes. Celle-ci est la plus violente qui ait eu lieu depuis 1973, ce qui lui vaut d'être connue à l'étranger.

Cela nous apprend en tout cas qu'une partie des travailleurs japonais est soumise à une exploitation digne d'un pays sous-développé. Et aussi qu'ils sont bien moins soumis à l'ordre capitaliste qu'on voudrait nous le laisser croire !

S.F.

Turquie

ASSASSINATS POLITIQUES

Une ancienne députée au Parlement turc, Bahriye Uciok, a été tuée le samedi 6 octobre à son domicile d'Ankara par l'explosion d'un colis piégé. Professeur de théologie, membre du conseil du Parti Social-Démocrate du Peuple, parti d'opposition dirigé par Erdal İnönü, elle était connue pour ses prises de position contre les intégristes musulmans, et notamment contre le port du voile par les femmes. L'attentat a été revendiqué par un groupe intégriste musulman, l'Action Islamique.

Ce dernier est déjà connu pour avoir revendiqué, en janvier dernier, le meurtre du professeur Muammer Aksoy. Entre-temps, deux autres attentats ont eu lieu, frappant deux journalistes : Cetin Emec et Turan Dursun. Ce dernier, journaliste à l'hebdomadaire *Yüzyil* («Cent Ans»), était lui aussi connu pour ses livres et ses articles prenant position contre les intégristes.

Ces attentats en série semblent donc porter la marque de l'extrême-droite islamique qui, en Turquie comme dans d'autres pays musulmans, se sent le vent en poupe. Mais l'impuissance policière face à cette multiplication des atten-

tats mérite aussi d'être notée. Bahriye Uciok se savait menacée et était, en principe, protégée par la police. Cela n'a rien empêché. D'autre part, aucune des enquêtes sur les précédents attentats n'a abouti, ni même, semble-t-il, avancé un tant soit peu.

On peut donc se demander à bon droit si cette Action Islamique ne dispose pas de bonnes complicités au sein de la police turque, ou si même elle n'est pas tout simplement l'étiquette choisie par un de ces groupes d'extrême-droite qui, traditionnellement, prolifèrent au sein de l'appareil d'Etat de ce pays. De tels groupes ont souvent eu recours ainsi à une sorte de

«stratégie de la tension» destinée à préparer le climat pour un coup d'extrême-droite ou un coup d'Etat.

C'est ainsi que le coup d'Etat militaire de 1980 avait été précédé d'une multiplication des attentats, attribués à l'extrême-gauche, mais qui ressemblaient souvent plutôt à des provocations couvertes ou organisées par la police.

En tout cas, il n'y a pas beaucoup à gratter le vernis démocratique dont le régime turc d'aujourd'hui s'entoure pour retrouver un appareil d'Etat, une armée et une police jamais bien loin de la dictature.

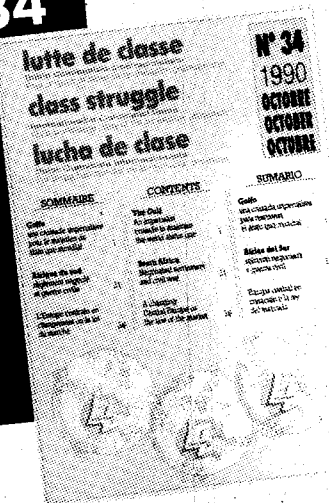
A.F.

LUTTE DE CLASSE N° 34 (octobre) est parue.

Au sommaire :

- Golfe : une croisade impérialiste pour le maintien du statu quo mondial.
- Afrique du Sud : règlement négocié et guerre civile.
- L'Europe centrale en changement ou la loi du marché.

(Envoi contre 12 F en timbres.)



Italie

AVEC DU BLANC DANS LE ROUGE ÇA FAIT DU ROSE

POURQUOI S'ARRÊTER EN SI BON CHEMIN



QUAND LE PC DEVIENT... "LA GAUCHE"

On s'en souvient, le Parti Communiste Italien doit changer de nom. Un congrès extraordinaire a décidé le principe il y a quelques mois. Un autre congrès devrait se réunir d'ici quelques autres mois pour fixer définitivement le nouveau nom. Il faut bien entretenir un peu le suspense sur cet événement pas bien palpitant. Car au fond, si le PC italien

ne parle d'abandonner l'étiquette «communiste» que maintenant, cela fait plus de soixante ans qu'il ne mène plus cette politique.

Pressé de questions sur le nouveau nom, le secrétaire général, Achille Occhetto, a fini par lâcher une information. D'après lui, il y aura dedans les mots «gauche» et «démocratie» ; ce sera quelque chose

comme «gauche démocratique», ou «gauche pour la démocratie». Plus vague que ça, tu meurs !

Le plus notable est que, du coup, Occhetto a trouvé plus radical que lui en la personne de... Craxi, le leader du Parti Socialiste et vieux routier des gouvernements italiens. Comment, s'est indigné Craxi, il n'y aura pas le mot «socialiste»

dans le nouveau nom du PC ? Et d'ajouter qu'aujourd'hui, s'ils vivaient, Marx et Engels n'auraient pas toutes les hésitations du PC Italien : ils adhèreraient au Parti Socialiste !

Si le PC nouvelle formule et le PS finissent par s'unifier, ce ne sera pas facile de choisir, entre Craxi et Occhetto, le plus faux-jeton pour être secrétaire général.

Après l'explosion de Massy

DES ÉCONOMIES MEURTRIÈRES

Une explosion due au gaz a détruit jeudi 4 octobre, tôt le matin, un immeuble d'une cité de Massy, dans le département de l'Essonne.

Sept morts, huit blessés dont quatre grièvement, tel est le bilan de cette catastrophe.

Ce n'est pas la première fois que le gaz provoque des explosions meurtrières. L'an dernier, cinquante-neuf personnes sont mortes à la suite de telles explosions et six cent trois ont été blessées ou brûlées. Parfois, comme cela vient de se produire à Massy, c'est l'immeuble tout entier qui s'effondre. Ce fut le cas en 1971 à Argenteuil, où une explosion avait provoqué l'écroulement d'une tour de treize étage, provoquant la mort de vingt et une personnes. Puis en février 1978, rue Raynouard à Paris, trois immeubles furent détruits : treize morts, vingt blessés. On pourrait ainsi multiplier les exemples. En l'espace de vingt ans, il y a eu pas moins de huit catastrophes dues à une explosion de gaz.

Une fatalité donc que ces fuites et ces explosions ? Certainement pas. En tout cas, pas l'ampleur qu'elles prennent parfois. Et dans le cas de Massy, bien des raisons expliquent qu'une simple fuite ait pu provoquer un tel drame.

Comment, en particulier, tout un immeuble de quatre étages a pu être ainsi soufflé ? Faut-il attribuer son effondrement à la puissance de l'explosion ou bien à une construction défectueuse ? Interrogé à ce sujet, le chef du bureau de la qualité et de la prévention

à la Direction de la construction a expliqué que l'immeuble en question avait été construit dans les années cinquante, selon des normes qui seraient paraît-il aujourd'hui impensables en matière de solidarité entre les éléments verticaux et horizontaux. L'immeuble de Massy, d'après ce qu'ont pu révéler les premiers éléments de l'enquête, ne comportait pas de ferrailles entre les planchers et les murs, seul moyen d'assurer la stabilité d'une structure en béton.

Voilà qui n'est pas rassurant. Cela signifie en clair que des dizaines de milliers d'immeubles, construits selon les anciennes normes, pourraient eux aussi s'effondrer en cas d'explosion. En particulier ceux composant de nombreuses cités-dortoirs, comme celle de Massy, une des plus importantes de la région parisienne.

Et puis, la CGT vient aussi de révéler qu'en matière d'intervention d'urgence et de prévention, Gaz de France est en deçà des nécessités. Par exemple, en ce qui concerne le centre de Bagneux dont dépend la commune de Massy, «les effectifs ont baissé entre 1985 et 1989 de 7,6 %» et «les sommes allouées à l'entretien de 4,5 %».

C'est dire que, pour des raisons d'économies, qui

en l'occurrence deviennent sordides, Gaz de France limite les moyens et la qualité des interventions. Selon la CGT, en cas de graves problèmes «gaz», il serait nécessaire d'envoyer deux spécialistes, un pour le gaz, un autre pour l'élec-

tricité. Et, toujours pour des raisons d'économie, Gaz de France n'envoie désormais qu'un spécialiste au lieu des deux nécessaires.

Il faut aussi signaler qu'il existe aujourd'hui des systèmes de détection des fui-

tes de gaz. Mais, on ne sait pour quelles raisons, ce n'est que l'an prochain qu'ils devraient commencer à être mis à l'essai.

Comme on le voit, si le gaz peut bien sûr provoquer des explosions, il y a tout de même bien des rai-

sons qui expliquent leur gravité. Des possibilités d'amélioration existent, à condition d'y mettre le prix, ce sur quoi ne s'engage visiblement pas Gaz de France.

G.L.



Une explosion due au gaz, et tous les planchers de l'immeuble se sont décrochés des parois.

SAUTERA, SAUTERA PAS ?

La fédération Gaz-Electricité de la CFDT a tenu le lundi 8 octobre une conférence de presse pour dénoncer certains «silences» à propos des possibilités d'accidents dans les centrales nucléaires, dont la direction d'EDF serait consciente mais qu'elle tairait... en attendant d'avoir trouvé des solutions.

Un de ces problèmes serait lié à l'injection d'eau pure dans un réacteur au moment de sa mise en service ou de son redémarrage. Le second problème concerne les filtres à sable qui, en cas d'accident majeur, doivent retenir 80 % des produits radioactifs libérés par le réacteur, ce qui, d'après la CFDT, pourrait provoquer

dans ces filtres des mélanges plutôt explosifs !

Bref, on peut faire confiance à la CFDT, qui demande seulement plus de «transparence» à EDF, si elle en arrive à dire qu'il y a des risques, c'est qu'il y en a. Le problème, c'est que personne n'a l'air de savoir comment les éviter, ces risques !

Alors, ne nous restait-il plus qu'à vivre avec ? Vivons donc dangereusement, et attendons-nous à ce qu'EDF explique que ce n'est vraiment pas le moment, avec la crise du Golfe et le manque possible de pétrole, de chipoter les dangers de l'énergie nucléaire !

S.F.

À propos de "l'impôt-Sécu" (erratum)

Dans notre article de la semaine dernière sur la Contribution Sociale Généralisée (le nouvel «impôt Sécu»), c'est par erreur que nous avons attribué à toute la Sécurité sociale les problèmes de fonctionnement du Conseil d'administration de la seule UCANSS, cet organisme dont la fonction est de gérer le personnel et de régler les problèmes de convention collective pour tous les employés de la Sécurité sociale. Pour l'instant, les représentants du CNPF n'ont démissionné que de l'UCANSS, réclamant le retour à la parité au sein de cet organisme (les pauvres patrons n'ont que 6 postes, contre 9 aux syndicalistes !), soutenus d'ailleurs par le médiateur nommé par le gouvernement pour régler ce problème. Mais dans tous les autres organismes (Caisses d'Allocations familiales, Vieillesse, Assurance Maladie), les représentants du CNPF siègent encore aux côtés des représentants des confédérations syndicales.

Nous rectifions donc. Cela dit, cela ne modifie pas le problème qui est celui de la position des syndicats. Ceux-ci, à propos de la CSG, refusent la fiscalisation des prélèvements, prétendant ainsi s'opposer à «l'étatisation de la Sécurité sociale». Ce qui n'est qu'une manière de défendre leur représentation dans des organismes, où en réalité c'est l'Etat qui prend les décisions et où leur rôle se résume à de la figuration.

LES LYCÉENS DU MANS TOUJOURS EN LUTTE

Ph. Arc

Le mouvement des lycéens du Mans, commencé le vendredi 28 septembre (voir LO n°1163), a débouché une semaine plus tard, jeudi 4 octobre, sur une manifestation de cinq mille lycéens. Le même jour, il y avait mille manifestants dans une autre ville de la Sarthe, La Flèche, sur les mêmes revendications : des professeurs, des locaux, des classes moins chargées...

Les lycéens du Mans ont donc tenu le pavé pendant une semaine, et les autorités ont soudain «découvert» qu'il y avait des problèmes, et déversé un flot de belles paroles pour tenter de noyer le poisson. A vrai dire, une partie des leaders du mouvement eux-mêmes les y ont aidés, ceux qu'un journal comme *Le Monde*

appelle des leaders «apolitiques».

Ceux-ci se sont en effet présentés comme tels aux lycéens. En fait, c'était des membres de la Jeunesse Socialiste qui se sont auto-proclamés dirigeants, alors que les lycéens eux-mêmes, ayant surtout envie d'exprimer leur ras-le-bol, ne se préoccupaient guère de la direction de leur propre mouvement. C'est ce qui a permis auxdits «apolitiques» d'annoncer la reprise des cours pour le vendredi 5 octobre sans même attendre le résultat de la mobilisation du 4... Mais cela n'a pas empêché la pression lycéenne de se faire encore sentir.

Ainsi, une nouvelle manifestation rassembla encore mille personnes samedi 6 octobre, avec parents et profes-

seurs. L'inspecteur d'académie, venu s'expliquer, ne trouva rien de mieux que de dire : «Je n'aime pas faire des promesses que je ne peux tenir. Ce serait de la démagogie». Il fut hué.

Autre cible des manifestants, le journal *Le Monde* qui parlait de tentatives de noyautage de Lutte Ouvrière ou de la LCR et expliquait aussi que le mouvement était dû à la volonté du PCF, en prévision de son prochain Congrès. L'article fut qualifié de torchon.

En tout cas, une prochaine étape est prévue : une manifestation jeudi 11 octobre avec des lycéens d'autres villes comme La Flèche ou La Ferté-Bernard, qui ont les mêmes revendications.

LEVER HAUBOURDIN (Nord) LE PATRON FORCÉ À EMBAUCHER

Chez Lever, le 2 octobre, le cadre d'un atelier de fabrication de barils annonçait à trois ouvriers en contrat à durée déterminée qu'ils seraient licenciés à la fin de leur contrat, soit deux jours plus tard pour deux d'entre eux, et fin octobre pour le troisième.

Dans l'atelier, ce fut la colère ! Quant aux CDD, ils décidèrent d'aller voir les syndicats : «Nous n'avons plus rien à perdre».

Les syndicats FO et CGT ont alors appelé à un débrayage, suivi par 20 gars sur 24. Puis la CGT a fait reprendre le travail, en

déclarant qu'elle allait voir le patron à la réunion du CHS-CT, qu'il fallait rester mobilisé pour se remettre en arrêt si la réponse était négative. Le travail a donc repris mais le mécontentement reste vif, et ça commence à discuter dans l'usine.

Pourquoi licencier ces trois CDD alors que dans le même atelier, deux ouvriers, ayant des liens familiaux avec des agents de maîtrise, ont été embauchés, alors qu'ils avaient déjà du travail dans d'autres entreprises ? Beaucoup sont choqués du procédé.

Et quand le lendemain

les syndicats ont appelé à s'y mettre tous ensemble pour faire reculer la direction, il y a eu un écho favorable dans plusieurs secteurs. Si bien que la direction a annoncé assez rapidement que les trois ouvriers en CDD étaient embauchés.

Les trois ouvriers étaient soulagés et le reste de l'usine a vu son moral remonter : «Nous sommes plus forts que nous le pensons» dit quelqu'un. Et, «il faudra faire pareil pour les autres CDD» disent les trois nouveaux embauchés.

Correspondant LO

HÔPITAL DE ROANNE AUROUX VOUDRAIT FAIRE LA LOI !

VILLE DE ROANNE



LE MAIRE

Monsieur le Secrétaire,

Le droit de manifester dans la rue est une liberté publique dans notre Pays.

Cependant, l'Hôpital n'est pas un lieu public comme les autres : il y a des malades, il y a des souffrances, il y a des familles dans la peine.

Chacun doit donc être conscient de ses responsabilités et aussi le sens du respect des autres, de l'ordre et de la mesure.

C'est pourquoi, je vous demande officiellement que votre manifestation - qui devrait rassembler des personnes extérieures, non seulement au Centre Hospitalier, mais même à la Région Roannaise - ne se déroule en aucun cas dans l'enceinte du Centre Hospitalier ; il y va de la sécurité et de la tranquillité des malades.

En outre, dans quelques jours, il sera procédé à l'inauguration officielle d'une nouvelle clinique privée à Roanne, j'imagine que votre manifestation n'y prévoit

Jean Auroux, l'ancien ministre du Travail, l'auteur des lois Auroux sur «les droits des travailleurs dans les entreprises», et actuel maire de Roanne, vient de montrer l'interprétation toute particulière qu'il fait des «droits des travailleurs».

Le 1^{er} octobre dernier son collègue Evin, ministre de la Santé, était en visite à l'hôpital de Roanne où il devait poser la première pierre de la Tour Nord, un ensemble qui devrait remplacer prochainement - enfin ! - plusieurs services, dont la vétusté n'était plus à démontrer.

A l'occasion de la visite du ministre, la CGT avait prévu d'appeler à la grève sur l'hôpital et d'aller en manifestation exprimer à Evin le mécontentement

des hospitaliers et des travailleurs roannais devant la politique gouvernementale en matière de santé, et devant la dégradation accrue des conditions de soins et de travail à l'hôpital.

Auroux ne l'a pas entendu de cette oreille. Dans une longue lettre, adressée au secrétaire du syndicat CGT, et très largement diffusée à tout le personnel hospitalier par les soins de l'administration, le maire de Roanne et président du Conseil d'administration de l'hôpital reconnaît que le «droit de manifester est une liberté publique» - merci ! - mais demande de ne pas l'utiliser... devant le ministre. Cela sous prétexte d'assurer «la sécurité et la tranquillité des malades».

Et Auroux, qui ne fait décidément pas

dans la finesse, d'affirmer sans vergogne que si la manifestation est maintenue, cela n'aboutira qu'à «affaiblir le secteur public» et à «apporter un soutien objectif à la concurrence privée». Comme si la politique délibérée de restrictions budgétaires, de rentabilisation de l'hôpital, menée depuis des années par les amis politiques d'Auroux au gouvernement n'était pas la seule responsable de la dégradation de «l'image» et surtout de la qualité des soins de l'hôpital public !

En tout cas, à l'hôpital, personne n'a été dupe et la lettre du maire de Roanne a fortement choqué tout le monde... même les surveillantes. C'est dire.

Correspondant LO

Fêtes de Lutte Ouvrière

A RENNES

Samedi 13 octobre de 16 h à 24 h.

Carrefour 18
7, rue d'Espagne

A ROUEN

Samedi 20 octobre à partir de 20 h et dimanche 21 octobre à partir de 12 h.
Salle des Fêtes de
PETIT-COURONNE.

DUNKERQUE

DEUX SEMAINES DE GRÈVE DES DOCKERS

Depuis deux semaines, les dockers de Dunkerque sont en grève totale. Aucun bateau n'y est chargé ni déchargé.

Les dockers veulent du travail et donc la garantie de leur salaire. Car depuis le début de l'année, le trafic maritime s'est effondré à Dunkerque.

Avant la grève, seuls 250 des 1 100 dockers travaillaient. Les autres, par roulement, étaient en chômage partiel, en "piqûre", comme on dit. Mais ce chômage partiel n'est lui-même garanti que pour un maximum de 150 jours pleins dans l'année. Au-delà, les dockers ne perçoivent plus rien. C'est ce qui arrive en ce moment à de nombreux dockers d'autres ports comme Rouen, Dieppe ou Marseille. Et c'est face à cette baisse dramatique de leur salaire que les dockers se sont mis en grève le 26 septembre.

Tout de suite, les patrons de l'Union Maritime et Commerciale (UMC) ont entamé les grands airs du mensonge et du chantage. Ils ont ainsi parlé de "grévistes millionnaires", alors qu'un docker ne gagnait pour un ou deux jours de travail par semaine, plus le chômage partiel, que 4 000 à 6 000 F par mois. S'il y a des salaires millionnaires

en centimes sur le port, c'est plutôt celui de ces hauts cadres d'une société portuaire membre de l'UMC qui touchaient en 1989 plus de 33 000 F par mois.

Quant à l'aide de 35,70 F par jour et par gréviste et de 14,30 F par personne à charge allouée par de nombreuses municipalités de la communauté urbaine de Dunkerque, les mêmes patrons y ont vu, en vrais riches, "un scandale".

Mais les patrons n'ont pas fait que mentir et qu'insulter les grévistes. Ils ont voulu montrer vite leur force dans la rue en manifestant en ville le 3 octobre au nom d'un "comité de coordination portuaire".

Et pour avoir à leur manifestation - en plus des commerçants, des patrons transporteurs routiers, des huissiers de justice - des employés des sociétés portuaires, ils n'ont pas hésité à recourir au chantage à l'emploi. Un employé racontait ainsi à la *Voix du Nord*: "Mon patron m'a prévenu qu'il attendait encore dix jours et qu'après (si la grève continuait) il me licencierait".

Mais le cortège patronal,

pour nombreux qu'il ait été ce jour-là, a cependant fait pâle figure à côté de celui, massif, des dockers le samedi 6 octobre.

Il y avait ce jour-là dans les rues de Dunkerque, en rangs serrés, les dockers, leur femme, leur famille, mais aussi de nombreux travailleurs de la région qui tenaient à montrer leur solidarité avec les dockers. Car effectivement les dockers se trouvent dans la même situation que les ouvriers métallurgistes ou du textile que les patrons licencient ou mettent en chômage partiel après avoir placé leurs capitaux ailleurs. Les dockers étaient 2 200 en 1979 ; ils sont la moitié aujourd'hui, et combien demain ?

Le chantage à l'emploi que l'UMC brandit depuis le début de la grève a atteint un sommet avec la décision de la "Sally Line" de transférer sa ligne de ferry pour Ramsgate de Dunkerque à Zeebrugge si le travail ne reprenait pas. Ce transfert se traduisait immédiatement, selon la Sally Line, par le licenciement de 400 travailleurs. En fait, la Sally voulait la reprise du travail par les dockers sur sa ligne, ce qu'elle a obtenu

après que la CGT-dockers a fait un "geste". Mais cette concession de la CGT le 7 octobre n'a pas pour autant amené les patrons de l'UMC à céder aux revendications des travailleurs du port. Tout juste les patrons promettent-ils maintenant une meilleure indemnisation du chômage partiel.

Mais pour les dockers, c'est loin d'être suffisant et ils restent en lutte, bien déterminés à faire reculer les patrons.



DELACHAUX

(Gennevilliers - Hauts-de-Seine)

DANS LES DENTS !

Par un jugement du 2 octobre, la cour d'appel de Versailles vient de condamner la société Delachaux à réintégrer l'un des premiers travailleurs licenciés suite à la grève de mars-avril 1989. En cas de refus d'exécuter ce jugement dans les 15 jours, la société aura de plus à payer 5 000 F par jour de retard.

Le travailleur réintégré, syndicaliste et chef d'un atelier de traitement de surface qui fut à l'origine de la grève, avait été licencié avec un motif rocambolesque comme il est de tradition chez Delachaux : on l'avait accusé d'"espionnage économique" !

La direction avait clairement fait savoir au lendemain de la grève qu'elle n'acceptait pas que certains de "ses" cadres se soient solidarisés avec les ouvriers et qu'elle était prête à s'en débarrasser à tout prix.

Les juges de Versailles ont estimé que ce patron de mauvaise réputation avait poussé le bouchon un peu

trop loin cette fois. Cette affaire est venue devant eux juste après le scandale des écoutes téléphoniques de la «Century», société dirigée par le propre frère de Delachaux.

A l'usine le jugement a réjoui l'ensemble des travailleurs. «Pour une fois le patron l'a dans le c...», disait-on. C'est en effet la première fois que ce petit patron de choc, chef de file du patronat des PME de l'Ile-de-France, est condamné à réintégrer un délégué syndical licencié.

D'autres jugements concernant d'autres travailleurs licenciés pour fait de grève, contre lesquels la direction s'est servie de moyens parfois encore plus douteux, comme le recours à des agents provocateurs, doivent être prononcés dans les mois à venir.

Delachaux, le chevalier d'industrie qui a tant l'habitude de narguer les ouvriers sur sa moto dernier cri, n'a pas fini d'être sur la selle !

Correspondant LO

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE (Rennes)

COUP DE COLÈRE

A la CPAM de Rennes, mardi 9 octobre, à 10 h 30, dans les centres de paiement, les chefs ont réuni les agents pour leur dire qu'à compter du 18 septembre les paies allaient être réduites de 20 à 40 % environ, en fonction de la baisse du chiffre du rendement lié aux mouvements revendicatifs actuels. Mais tous les agents n'étaient pas concernés : les niveaux 6 et les contrôleurs n'allaient pas avoir de réduction. Les services généraux non plus.

Cela a provoqué la sur-

prise puis la colère. Les syndicats ont été contactés de partout. La CGT et FO ont décidé d'un débrayage à 14 h 30 avec rassemblement dans le hall et montée à la direction. La CFDT, en réunion à l'extérieur, s'est ralliée.

Au débrayage, environ 200 employés se sont retrouvés. Il a été décidé de continuer le mouvement de perturbation «sur la qualité», de maintenir le débrayage d'une heure prévu pour le vendredi. Les agents des centres de

paiement étaient bien représentés. Ensuite tout le monde a pris les escaliers pour aller ensemble à la direction au 7^e.

Le directeur s'est finalement présenté, visiblement pas à l'aise. C'était la première fois qu'il devait faire face à tant d'opposition, lui qui a été louangé dans un magazine comme «l'aventurier de la santé».

Plusieurs employés sont intervenus, lui demandant des comptes, sous les applaudissements, sur les économies qu'il avait réalisées sur le

dos du personnel. Il a dit que les retenues sur les paies n'étaient pas encore décidées. Les cadres auraient mal compris ses propos ! En plus il partait le soir même à Paris pour une rencontre prévue mercredi 10 avec le ministre Evain. Et il allait rapporter beaucoup, d'autant plus si les agents reprenaient le travail normalement !

Quoi qu'il en soit, ce débrayage réussi sans préavis a maintenu le moral à plus d'un.

Correspondant LO

"Bourgeois et soldats"

et "Peuple trahi" (Novembre 1918)

Bourgeois et soldats et Peuple trahi sont les deux premiers tomes d'une fresque évoquant la révolution allemande de 1918-1919. Le troisième tome doit paraître l'an prochain. L'écrivain Alfred Döblin écrit le premier tome entre 1937 et 1939, alors qu'il était en exil à Paris, et les trois suivants aux Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Döblin a été le témoin direct de la plupart des événements qu'il relate. Dans ces deux tomes il est un observateur plein de sagacité. Sa vision de l'Allemagne en révolution est aussi marquée par son expérience de médecin neurologue et par les sympathies qu'il avait à l'époque pour le Parti Social-Démocrate Indépendant. Les dirigeants de ce parti se disaient pacifistes et étaient viscéralement hostiles à la prise du pouvoir par les travailleurs.

Il faut ajouter que Döblin a rompu dans les années Trente avec toute référence au marxisme et qu'il s'est converti au catholicisme en 1940. Son point de vue est celui d'un intellectuel désabusé considérant avec une fine ironie l'agitation des êtres humains dans laquelle il serait vain, selon lui, de chercher une logique très cohérente.

Malgré cela il décrit avec talent les situations et les comportements les plus divers.

La révolution en Alsace.

Le plus grande partie du premier tome est centrée sur les événements qui se

sont produits en Alsace du 10 novembre au 21 novembre 1918 avec l'entrée des troupes françaises à Strasbourg. L'Alsace était annexée à l'Empire allemand depuis 48 ans. Le 10 novembre la révolution, qui a déjà triomphé dans les ports de la Baltique et à Berlin, pénètre dans une bourgade alsacienne où les soldats ont assommé leur colonel parce qu'il avait giflé l'un des leurs. Un officier tue deux des soldats insurgés mais il doit aussitôt se cacher car, pour l'heure, ce sont les soldats et les travailleurs qui prennent la situation en main et élisent leurs Conseils. Le drapeau rouge flotte sur la cathédrale de Strasbourg. Le cauchemar de la guerre



La Révolution Spartakiste à Berlin en janvier 1919.

est terminé. L'empereur a pris la fuite et son régime s'est effondré. Les officiers enragent mais sont impuissants.

Seulement le gouvernement social-démocrate avec Ebert à sa tête fait savoir par télégramme qu'il maintient le Haut Commandement Général à la tête de l'armée et que les officiers doivent garder leurs prérogatives. Le général Hindenburg se met à la disposition du gouvernement socialiste «afin d'empêcher le chaos».

Les soldats sont écœurés mais n'ont pas dit leur dernier mot. Ils reçoivent le renfort de 180 marins d'origine alsacienne. Ils ont participé dix jours plus tôt à la

révolte de la flotte à Kiel et à Wilhelmshaven. Pleins d'enthousiasme pour la révolution mondiale, ils sont bien décidés à proclamer la «République d'Alsace-Lorraine» afin de ne pas abandonner la région au capitalisme français. Le maire de Strasbourg, un social-démocrate majoritaire, est goguenard. Il exploite contre eux le sentiment de tous les bourgeois et petits bourgeois alsaciens qui n'aspirent qu'à faire tranquillement de bonnes affaires en réintégrant la France. Parmi eux se trouvent des paysans venus en ville «faire la révolution» à leur manière... en pillant les casernes avant que les Français n'arrivent.

Les marins et les soldats sont sans perspectives. L'un d'eux s'exclame : «Les social-démocrates sont notre perte. Un écran entre nous et le peuple». Certains regagnent l'Allemagne en pleine effervescence, déçus que cette Alsace calme et douillette n'ait pas été une tête de pont de la révolution mondiale entre l'Allemagne et la France.

La révolution à Berlin.

La suite du récit qui va du 22 novembre au 7 décembre 1918 se déroule pour l'essentiel à Berlin. On y retrouve le lieutenant Becker, professeur dans le civil. Il constate avec amer-

tume que cet empereur et ces princes qu'il admirait tant «étaient en toc». Impuissant, il vitupère contre tous les régimes, y compris celui des soviets. Un de ses collègues déplore que les gens instruits et les fonctionnaires comme eux soient «tombés au niveau du simple prolo».

Dans Berlin affamé bien des gens attendent le revirement de situation qui rétablira l'ordre ancien. Les concierges et les portiers espionnent la population. Les spéculateurs continuent à réaliser de bonnes affaires. L'un d'eux envisage de les améliorer encore en se faisant élire au Conseil des paysans. Des officiers mettent sur pied des corps-francs pour écraser la révolution.

Les travailleurs cherchent à démêler l'écheveau de la situation. Pour Ede, le jeune soldat de retour dans sa famille, seul compte «la paix et la bouffe ! Le reste c'est de la blague».

Sa sœur, l'ouvrière Minna, s'est engagée aux côtés des Spartakistes. Après toutes ces années de souffrance et de mensonges, elle a surtout faim de vérité. Ede est troublé par le choix de Minna «qui ne faisait pas de politique». Il cherche sa voie en parlant à d'autres soldats comme lui, car «chez les politiques il se sentirait bête». Quant à leur

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIERE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire : France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste. France, 1 an : 80 F. Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL ET VILLE :
 COMPLEMENT D'ADRESSE :
 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

d'Alfred Döblin

père, il reste persuadé que les social-démocrates vont conduire la classe ouvrière en douceur vers le socialisme.

En réalité les dirigeants social-démocrates s'emploient exclusivement à sauver l'ordre bourgeois. Ils collaborent avec les chefs militaires. L'auteur donne un tableau corrosif très réussi des relations d'Ebert, tout gonflé d'orgueil d'être Chancelier du Reich, avec les gens de l'état-major. Chaque soir il fait servilement son rapport au général Groener par le biais d'une ligne téléphonique secrète. Leur objectif commun est la liquidation des Conseils de soldats et la restauration du pouvoir des officiers sur la troupe. Groener a compris que lui et ses semblables doivent se servir momentanément d'Ebert comme d'un paravent leur permettant de préparer dans l'ombre leur contre-offensive. Comme le dit en plaisantant un membre du Grand Quartier Général : «*Nous avons perdu la guerre, mais gagné M. Ebert !*» Ebert, «*ce rusé compère*», est une carte maîtresse dans le jeu politique de Groener qui sait quand, et comment, il faut le flatter ou le brusquer pour l'amener à agir dans le sens voulu. A son niveau,

Ebert, flanqué du doux Scheidemann, sait comment manœuvrer et mettre devant le fait accompli ses collègues social-démocrates indépendants qui rechignent et poussent des cris d'indignation en pure perte.

La politique criminelle d'Ebert et compagnie aboutit le 6 décembre à une première attaque contre l'avant-garde de la classe ouvrière. Ce jour-là un détachement de soldats tire sur une manifestation de travailleurs, faisant 18 morts. La contre-révolution est en marche.

Döblin présente Karl Liebknecht dans ces jours-là comme quelqu'un d'hésitant et manquant de fermeté. Cela sonne faux. Aucun témoignage n'accrédite cette version d'un Liebknecht, «allemand» doutant de tout, et se comportant en petit garçon soucieux d'être approuvé par le «russe» Radek...

La multitude des personnages et des situations décrites demande au lecteur un effort soutenu, surtout au début. Mais pour qui veut mieux connaître la révolution allemande, ses causes et les raisons de son échec, la lecture de ces deux tomes est d'un grand intérêt.

Jean-Pierre CALVI

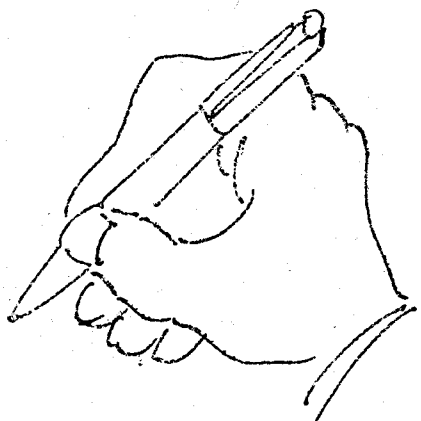
Chanson plus bifluorée

Ce quatuor vocal et humoristique se produit jusqu'au 10 novembre au petit théâtre *L'Européen*, place de Clichy, à Paris.

Pendant près de deux heures, le public hilare assiste à un détournement de chansons et de sketches publicitaires, le tout enrobé de jeux de mots, avec un zeste de voix d'opéra, et bien ficelé.

Ils sont fous et ils ont raison !

L'Européen, 5, rue Biot, Paris.
Location : 42 93 69 68, à 21 h 30.



● À propos de Djibouti

Pour compléter l'article sur Djibouti paru dans *L.O.* du 5 octobre, je voudrais apporter le témoignage d'un simple appelé en 1985/87.

- "Officiellement, Djibouti est une république indépendante depuis 1977, avec un président et un gouvernement à la "botte" de l'Etat (ex-colonialiste ?) français.

- La plupart des entreprises et des magasins appartiennent à des Français et à quelques Djiboutiens.

- La grande majorité de la population est pauvre et vit dans des conditions d'hygiène déplorables, mâchant à longueur de journée du kât (une herbe originaire

d'Ethiopie qui fait oublier la faim).

- L'armée, quant à elle, jette chaque jour des dizaines de kilos de pain et autres victuailles aux ordures, qui sont défendues par des soldats, armés de baïonnettes, pour interdire aux "pauvres" d'y puiser un maigre repas.

- Les troupes françaises sont basées à Djibouti parce que cette corne de l'Afrique est un point stratégique, et pour empêcher une éventuelle attaque de l'Ethiopie.

Dans notre courrier



Français à Djibouti.

Pourquoi alors, y a-t-il une section anti-émeute appelée "Le Sabot", où tous les soldats (appelés et engagés) se relaient par période hebdomadaire ? Peut-être pour contrer une éventuelle révolte de la population qui aurait soudain envie de mettre dehors son gouvernement de m... et leur "protecteur" français.

- Quant au bourrage de crâne des officiers, parlons-en ! Cela fonctionne. La plupart des appelés reviennent en France racistes,

prêts à grossir le lot des lepenistes. Pour les quelques communistes comme moi, isolés, nos supérieurs nous attendaient au tournant, prêts à nous envoyer au "trou" (...).

A ma connaissance, il n'y a pas d'opposition caractérisée à Djibouti, les jeunes révoltés se contentant de jeter des pierres sur les convois militaires, jusqu'au jour où...

Un ex-appelé

● Perpignan le droit des associations menacé (communiqué)

Le communiqué suivant nous est adressé par le comité de soutien à un militant perpignais de SOS-Racisme :

"Un militant perpignais de SOS-Racisme est cité à comparaître devant le tribunal correctionnel le 30 octobre au motif *"d'avoir de juin à décembre 1988 facilité par aide directe ou indirecte le séjour irrégulier d'un étranger en France"*, fait prévu par l'article 21.A1 1 de l'Ordonnance du 02/11/1945.

Cet article qui vise les passeurs et les marchands de sommeil est utilisé aujourd'hui contre un militant de SOS-Racisme. Or celui-ci a agi dans le cadre d'un mandat confié par son association : tendre à obtenir la régularisation des papiers d'un étudiant marocain à qui la préfecture refusait de renouveler sa carte, en étant présent dans ses démarches à la préfecture.

C'est donc une atteinte à une des missions des associations de défense des droits de l'homme, puisqu'aider les étrangers dans leurs démarches fait partie de leurs activités. C'est une remise en cause de droit d'association.

Nous dénonçons la procédure adoptée : pas d'instruction, pas de contre-interrogatoire. C'est sur simple procès-verbal de police, qu'il a d'ailleurs refusé de signer, que ce militant sera jugé le 30 octobre.

Nous n'acceptons pas que le droit élémentaire des associations des droits de l'homme soit remis en question à travers le procès fait à un militant de SOS-Racisme.

Nous nous engageons à le défendre pour obtenir la levée des poursuites."

Le comité de soutien (qui regroupe SOS-Racisme, MRAP, CIMADE, LDH, FEN, SNI, UD-CGT, UD-CFDT, FCPE, Mvt de la Paix, PC, PS, LCR, les Verts-PO, MPPT, LO, FA, AREV, CNDTI, FOL, SNES, Fédération Catalane Léo Lagrange, les fédérations des élus socialistes et communistes) vous invite à signer et à faire signer cet appel. Pour contacter le comité de soutien, pour adresser vos signatures, écrire à :

SOS-Racisme - BP 2042 - 66011 PERPIGNAN.



Vaulx-en-Velin



LA RÉVOLTE DES JEUNES

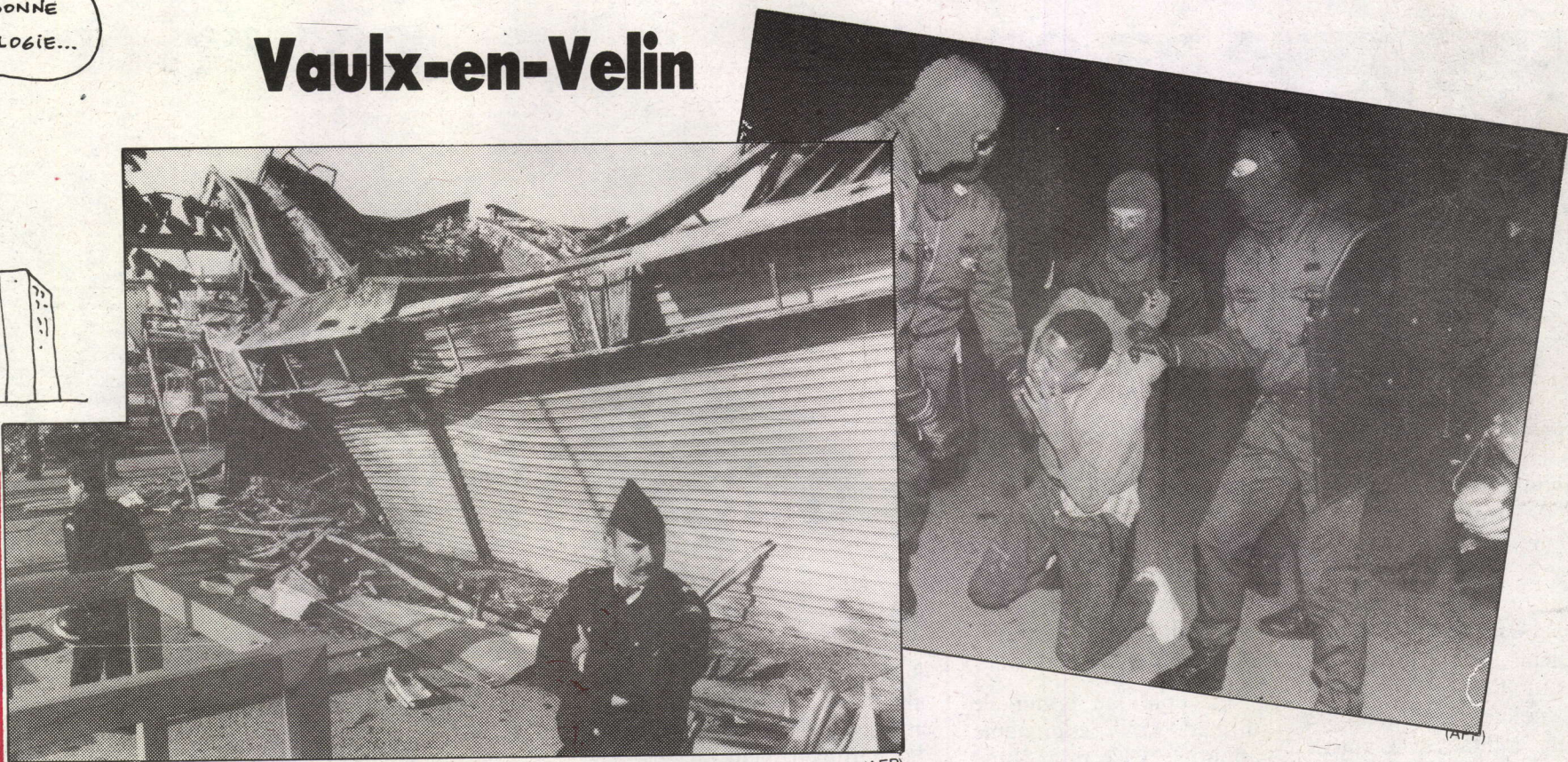
Dès la mort d'un jeune motard samedi 6 octobre à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, la révolte des jeunes de cette ZUP a éclaté. Ils se sont répandus dans les rues de la cité. Le dimanche ils ont incendié le centre commercial du quartier : l'Intermarché et une vingtaine de magasins. Il a fallu près de 700 policiers, CRS et gendarmes pour que le calme revienne vers une heure du matin.

La colère des jeunes de Vaulx-en-Velin était d'abord dirigée contre la police. C'est aux "flics" qu'ils avaient voulu faire payer la mort de leur copain. En effet, la voiture de police qui a heurté la moto lui aurait délibérément coupé la route.

Ils auraient aussi voulu faire payer à la police toutes les humiliations quotidiennes. Depuis quelques semaines, les contrôles, "tâtillons" comme dit pudiquement la presse, se sont multipliés. Mais ces contrôles sont surtout marqués par les brutalités physiques et le racisme.

Les jeunes ont donc voulu en découdre avec la police, et disent avoir allumé les incendies pour faire venir les flics et leur montrer qu'ils ne seront pas toujours les plus forts.

Les habitants du quartier ont assisté aux affrontements et aux incendies sans manifester d'hostilité envers les jeunes, plus inquiets des charges policières que des pierres. Et même si, bien sûr ils n'approuvaient pas les destructions, ils essayaient plutôt de montrer comment ils vivaient aux journalistes qui les interrogeaient, de leur parler du chômage et de la misère. Pour conclure : "Ça n'a rien d'étonnant".



UNE RÉVOLTE À LAQUELLE SEULE LA CLASSE OUVRIÈRE POURRAIT DONNER UN DRAPEAU

Trois jours après la mort d'un jeune motard, samedi 6 octobre, à Vaulx-en-Velin, des bagarres continuaient dans cette cité de la banlieue lyonnaise. Le déclenchement immédiat de ces émeutes, c'est la colère contre la police et, d'une certaine façon, l'insatisfaction profonde des jeunes de banlieues pauvres contre la situation et l'avenir que leur réserve la société.

Bien sûr, on nous dit qu'ils ont plein de défauts, ces jeunes ; qu'ils préfèrent voler et défier la police qu'étudier à l'école ou travailler. C'est peut-être vrai pour certains d'entre eux. Mais ce qui alimente leur désarroi et leur révolte, c'est surtout le décalage entre leur pauvreté, l'indigence de la vie de leur famille, vie dont ils ne veulent pas comme avenir pour eux, et tout ce luxe qu'ils voient dans les centres-villes, tout comme la vie brillante et facile que seule leur propose la télévision. Et ils savent bien que ce n'est pas l'argent qu'ils pourraient gagner en travaillant au SMIC ou même un peu plus, ce qui est leur seul espoir, qui peut leur donner accès à tout cet étalage de richesses, surtout quand ils voient comment vivent leurs propres parents après des années de travail !

Tout cela n'est bien sûr pas très nouveau. La délinquance et la révolte asociale de la jeunesse pauvre ont toujours existé, même si les noms des bandes de jeunes ont

changé et si la mode des chaînes de vélos a cédé la place à de nouveaux gadgets. Les ghettos urbains misérables se sont même multipliés un peu partout dans le monde, y compris en Europe, en France, dans ces sociétés qu'on nous dit si riches, libérales, démocratiques et modernes mais où les inégalités sociales s'accroissent avec la crise.

Et puis, l'Etat ne peut pas baisser les impôts sur les bénéfices des industriels, des commerçants et des banquiers, et en même temps consacrer l'argent nécessaire aux équipements sociaux, aux instituteurs en nombre suffisant qui pourraient s'occuper des jeunes dès le début de l'âge scolaire, aux professeurs, aux pédagogues qui seraient nécessaires dans des cités comme celle de Vaulx-en-Velin, qui n'a même pas de lycée pour 45 000 habitants et n'a sûrement pas le nombre de classes d'enseignement primaire qu'il faudrait réellement. L'Etat ne peut pas à la fois consacrer des milliards à équiper des hélicoptères

et des chars d'assaut pour aller faire la police dans le Golfe et à remplir ainsi les poches des marchands d'armes et de pétrole, et en même temps concevoir une police ou des éducateurs qui seraient plus proches de la population et au moins, surtout en ce qui concerne la police, expurgée des éléments racistes.

Dans ces banlieues sordides, même repeintes au goût du jour, on trouve toujours les moyens d'installer un super-marché facile à construire et qui rapporte gros à ses promoteurs. Mais il n'y a pas d'argent pour installer des salles de réunion, des centres de loisirs et des théâtres... Et c'est ainsi que la misère morale, l'ennui et la frustration matérielle vont toujours croissant.

La flambée de la violence de Vaulx-en-Velin ne sera-t-elle qu'un coup de tonnerre isolé, comme en 1982 aux Minguettes ? Ou bien les choses s'aggraveront-elles et les explosions de colère de la jeunesse des banlieues se multiplieront-elles ?

En tout cas, ce serait à la classe ouvrière d'offrir un drapeau à la révolte de cette jeunesse désorientée, car seuls les travailleurs le peuvent, si eux-mêmes sont suffisamment politisés pour faire vivre des partis ouvriers qui se donnent pour objectif de transformer radicalement et de fond en comble cette société.

Sinon, faute d'avoir proposé à temps des perspectives de lutte véritable à ces jeunes aujourd'hui dépolitisés, voire anti-politiques, la classe ouvrière pourrait les laisser suivre n'importe quel sauveur qui prétendra les sauver du racisme, dont ils sont victimes aujourd'hui, en leur proposant un autre racisme comme exutoire à leur révolte. On l'a vu dans le passé.

Et au lieu d'être des alliés possibles des travailleurs et le fer de lance des révolutions, les jeunes des banlieues pourraient alors se laisser embrigader par les pires ennemis de la classe ouvrière et contribuer ainsi à consolider l'ordre social dont ils sont pourtant les victimes.

UNE BANLIEUE FRAPPÉE PAR LE CHÔMAGE

La plus grosse partie de la population de Vaulx-en-Velin habite la ZUP qui a été construite dans les années 1970.

La moitié de cette population a moins de 25 ans. Le nombre de chômeurs est de 20%. La moitié des habitants ne paie pas d'impôts sur le revenu.

Ce ne sont pas les premiers incidents qui se produisent à Vaulx-en-Velin. Dans le passé, on avait vu toute une cité, La Grappinière, se mobiliser contre la police venue arrêter un jeune. En 1981, à la suite des événements des Minguettes, là-aussi des voitures avaient brûlé.

Une opération de réhabilitation de ce quartier du "Mas du Taureau" venait de se terminer avec, juste une semaine auparavant, l'inauguration de la plus haute tour d'escalade d'Europe sur le côté d'un immeuble dominant la place. Mais les opérations de réhabilitation, que ce soient la réfection des immeubles, l'ouverture de commerces ou l'aménagement des lignes d'autobus ne résolvent pas les problèmes de chômage des jeunes, ni la misère des familles.

Et ce qui a fait déborder le vase, ce sont les incidents quotidiens entre les jeunes et la police et la mort du jeune Thomas qui s'ajoute à une bonne dizaine d'assassinats racistes dans l'agglomération lyonnaise dont plusieurs à Vaulx-en-Velin.